

Eugène Varga

Articles publiés en 1924 dans *La Correspondance Internationale*

1. 13 février 1924, n°11, pp. 110-112. - *L'année économique (1923)*.
2. 5 mars 1924, n°16, pp. 170-171. - *Qu'est-ce que la stabilisation du Rentenmark ?*
3. 19 mars 1924, n°18, pp. 189-191. - *L'assainissement des finances de l'Allemagne est-il possible ?*
4. 21 mai 1924, n°27, pp. 308-309. - *Une solution du problème des réparations*
5. 3 juillet 1924, n°40, pp. 411-413. V^e Congrès de l'Internationale Communiste, 4^{ème} séance – *Rapport sur la situation économique mondiale*.
6. 15 juillet 1924, n°44, pp. 462-463, n°spécial de *La CI* :
« Contre la guerre et la trahison socialiste, I. » - *Ce que la guerre a coûté*.
7. 26 juillet 1924, n°50, pp. 523-524. V^e Congrès de l'Internationale Communiste, 15^e séance - *Discours de clôture de Varga*
8. à 11. Quatre articles sur *L'Economie mondiale au 1^{er} semestre 1924*.
 8. 24 septembre 1924, n°67, pp. 728-730. - *L'Economie mondiale au 1^{er} semestre 1924. Aspects généraux*.
 9. 8 octobre 1924, n°70, pp. 769-771. - *Quelques aspects économiques de l'économie mondiale au 1^{er} semestre 1924*.
 10. 22 octobre 1924, n°72, pp. 797-798. - *L'Allemagne au 1^{er} semestre 1924*
 11. 28 octobre 1924, n°73, pp. 814-815. – *L'Allemagne au 1^{er} semestre 1924 (fin) – La Pologne au 1^{er} semestre 1924*
12. à 14. Trois articles sur *L'économie mondiale au troisième trimestre 1924*.
 12. 26 novembre 1924, n°78, pp. 880-882. – *L'économie mondiale au troisième trimestre 1924. Aspects généraux*.
 13. 3 décembre 1924, n°79, pp. 893-894. – *L'économie mondiale au troisième trimestre 1924 (suite). L'industrie cotonnière. Les Etats-Unis*.
 14. 31 décembre 1924, n°84, pp. 955-958. – *L'économie mondiale au troisième trimestre 1924 (suite). La crise agraire*.

1. 13 février 1924, n°11, pp. 110-112.

L'année économique (1923)

par E. VARGA.

L'année économique de 1923, la cinquième depuis la fin de la guerre mondiale, *n'a pas apporté à l'échelle internationale, l'affermissement escompté du capitalisme*. La crise du capitalisme n'a pu être surmontée. Il s'est avéré cette année encore qu'une économie mondiale capitaliste unique n'existait pas plus qu'une conjoncture unique avec cette succession périodique de crises et essor qui caractérise si bien le régime capitaliste. Pendant qu'aux Etats-Unis d'Amérique la première moitié de l'année précédente fut caractérisée par une haute conjoncture de très grande intensité, la vie économique en Europe se trouve encore en état de crise permanente et n'enregistre que des changements de moindre importance qui varient avec les différents pays. Le fait le plus significatif à cet égard, c'est l'accroissement du nombre des chômeurs qui a atteint à la fin de 1923, dans l'ensemble des pays d'Europe, un chiffre bien plus élevé qu'à la fin de 1922.

Ce fractionnement de l'économie mondiale en parties différentes se développant chacune indépendamment les unes des autres, ne permet pas de tracer un tableau d'ensemble de toute l'économie mondiale. Il faut donc en examiner séparément les parties les plus importantes.

La haute conjoncture des Etats-Unis.

Le développement de la vie économique en Amérique, tout différent du développement économique de l'Europe, lui assure une place spéciale dans le monde capitaliste. Nous considérerons avant tout les Etats-Unis et le Canada, car l'Amérique du Sud nous offre par certains traits un tableau quelque peu différent. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, *les Etats-Unis traversaient dans la première moitié de 1923 une période de haute conjoncture très accentuée*. Cette conjoncture arriva à son point culminant en avril et mai. La production atteignit à cette époque des chiffres qui dépassaient de 25% ceux des années précédentes les meilleures. Vers le milieu de l'année la conjoncture commença à s'affaiblir, mais une crise ne se manifesta point. La production en général et la vie économique des Etats-Unis et du Canada continuent à garder leur caractère de haute conjoncture, sans que des signes clairs d'une crise imminente puissent être constatés. Nous ne voulons pas dire par cela qu'on ne doit pas s'attendre à une crise prochaine. D'après les expériences de l'économie capitaliste, cela pourrait bien être le cas dans un temps pas trop éloigné. Des signes objectifs pour en faire le pronostic ne se font pas encore remarquer, pour autant que nous pouvons juger de la situation.

Ce qui est d'un intérêt tout spécial c'est que la haute conjoncture en Amérique se base tout à fait sur les besoins du marché intérieur. Les statistiques du commerce extérieur pour la plus forte période de la haute conjoncture — mars, avril, mai et juin — nous présentent un fait très caractéristique à cet égard. C'est le fort excédent des importations sur les exportations en des proportions presque sans exemple dans l'histoire des Etats-Unis. Cependant, en même temps que la haute conjoncture commence à fléchir, les Etats-Unis voient, à partir de juillet dernier, leur bilan commercial devenir actif. La cause principale en est la forte diminution des importations et un certain accroissement des exportations. L'affaiblissement de la conjoncture a fait particulièrement sentir aux Etats-Unis la nécessité d'introduire moins de produits étrangers dans le pays et d'exporter, en revanche, plus de produits américains.

Les Etats-Unis et l'Europe. L'accaparement de l'or par le capitalisme américain.

Nous avons déjà montré dans un précédent article de quelle importance capitale pouvaient être les répercussions de la haute conjoncture des Etats-Unis sur l'économie européenne. Question d'une portée colossale, pour ce vieux centre de l'économie mondiale capitaliste qu'est l'Europe. En d'autres termes : il s'agissait de savoir si les vagues de haute conjoncture qui déferlaient sur l'Amérique, atteindraient également l'Europe, si la haute conjoncture en Amérique se généraliserait dans tous les pays capitalistes. Cette question à laquelle il y a un an et demi on ne pouvait encore donner une réponse satisfaisante, on peut, à ce qu'il me semble, y répondre maintenant en un sens négatif. La crise en Europe — comme d'ailleurs presque toutes les crises en régime capitaliste — est une crise de ventes. On ne pouvait attendre des effets salutaires de la haute conjoncture américaine sur l'Europe occidentale que si le bilan commercial des Etats-Unis avait continué à être passif d'une façon permanente, c'est-à-dire si les achats des Etats-Unis au marché mondial avaient dépassé pendant une période prolongée ses ventes à l'étranger. Il est vrai que L'excédent des importations des Etats-Unis ne se composait qu'en une infime partie des produits industriels de provenance européenne (fer, matériel de construction, etc.) car la plus grande partie des importations consistait en des matières premières que leur fournissaient des pays d'outre-mer. Mais c'est précisément l'accroissement des exportations de matières premières des pays d'outre-mer aux Etats-Unis et la diminution des exportations américaines dans ces pays, qui auraient rendu possible à l'industrie européenne souffrant d'une crise de ventes, de vendre leurs produits dans ces pays. Le changement survenu dans le commerce extérieur des Etats-Unis a fait perdre cette chance à l'industrie européenne. L'économie européenne se trouve donc dans la même situation qu'avant le début de la haute conjoncture américaine. Les chemins des capitalismes américain et européen semblent être séparés pour longtemps.

Les Etats-Unis continuent à faire solder leur excédent des exportations et les intérêts de leurs capitaux investis dans les autres parties du globe, non en marchandises, mais en or. De février à fin décembre 1923, l'excédent des rentrées d'or a été de 261 millions de dollars. L'encaisse-or du trésor de l'Etat et de la Banque d'Emission contrôlée par Etat qui a été au 1^{er} décembre 1922 de 3 473 millions de dollars, se montait au 1^{er} décembre 1923 à 3.771 millions. Le montant de la réserve d'or qui se trouve aux Etats-Unis, est actuellement évalué à 4 168 millions de dollars, ce qui équivaut à une augmentation de 120% depuis le début de la pierre. Les Etats-Unis possèdent déjà la moitié du stock d'or du monde, dont le montant est évalué à 8 500 millions de dollars (voir la *Gazette de Francfort* du 21 décembre 1923).

l'exportation de l'or américain en Europe que M. Hoover avait prédit pour l'année 1923, n'a pas eu lieu. Et on est obligé de poser la question : quelle chance peut-il encore y avoir pour les pays capitalistes de l'Europe de rétablir le change or, si les Etats-Unis continuent dans la même mesure à drainer l'or des autres pays. Si le processus d'accumulation de l'or aux Etats-Unis continuait encore, les autres pays seraient au bout de vingt ans totalement dépourvus d'or. L'accumulation de la moitié de l'or existant dans le monde, caractérise d'une façon symbolique le fait que le point de gravité de l'économie mondiale capitaliste se trouve de l'autre côté de l'océan.

Le problème de l'économie européenne.

En face de la haute conjoncture américaine l'économie européenne en général a plutôt empiré au cours de l'année 1923. On constate une amélioration de la situation économique dans les pays neutres, amélioration qui se constate également dans une mesure plus modeste en France et en Italie. Au cours du dernier trimestre se sont également montrés en Angleterre les premiers indices d'une

amélioration.

L'amélioration de la situation économique des pays voisins de l'Allemagne est principalement due à l'arrêt presque complet de la vie économique en Allemagne. L'occupation de la Ruhr a détruit la production dans cette province la plus industrialisée du monde. La cessation de la résistance passive n'y a rien changé. A cause de l'énormité des prix l'arrêt de la production se généralise dans toute l'Allemagne. A la fin de 1923 on comptait dans toute l'Allemagne, occupée et non occupée, environ 3 millions et demi de chômeurs et plusieurs millions de chômeurs partiels. On n'a pas besoin d'être prophète pour prédire qu'au moment où la Ruhr et l'Allemagne en général recommenceront à produire, la conjoncture dans les pays voisins, France, Angleterre, Italie, Tchécoslovaquie, empirera de nouveau.

Le problème fondamental pour l'Europe occidentale consiste dans la liquidation de la « sur-industrialisation » due à la guerre. Si l'on voulait ramener ce phénomène à une formule simple, on pourrait dire qu'« il y en Europe cent hauts-fourneaux de trop ». En d'autres termes : est-il possible aux pays industriels de l'Europe : Angleterre, Allemagne, auxquels s'ajoutent, depuis la fin de la guerre, la France, la Belgique et la Tchécoslovaquie, est-il possible à ces pays de nourrir leurs habitants par l'exportation de produits fabriqués et l'importation de produits agricoles et matières premières ? La solution de cette question dépend de la capacité d'absorption de produits industriels du marché mondial. Comme dans les pays capitalistes plus jeunes et surtout dans les colonies anglaises un tel procès d'industrialisation a eu lieu pendant et après la guerre, que la Chine, le seul pays qui paraisse entrer en ligne de compte pour l'expansion de la production capitaliste, ne peut pour le moment être transformée en vaste colonie capitaliste pour des raisons politiques et que la Russie soviétiste est également inaccessible à une expansion capitaliste du monde ancien, pour toutes ces raisons il n'y a guère de chances pour l'Europe occidentale de restaurer son économie d'avant-guerre. Le chaos économique en Angleterre fait disparaître toute confiance en un revirement possible.

Confusion d'intérêts et d'idées en Angleterre.

C'est de tous les pays capitalistes de l'Europe, l'Angleterre, où la production capitaliste avait atteint avant la guerre le plus haut degré de développement, pour laquelle cette question du rétablissement de l'économie d'avant-guerre se pose avec une acuité particulière. Les événements du dernier trimestre dans le domaine économique en Angleterre montrent dans quel embarras se trouve la bourgeoisie anglaise, d'ordinaire si clairvoyante et si énergique. Les courants économiques les plus différents et les plus opposés se sont manifestés. Le premier de ces courants tendait à la création d'un empire mondial anglo-saxon se suffisant à lui-même où les colonies et la mère-patrie liées les unes aux autres par des tarifs douaniers de préférence, n'eussent fait qu'un seul grand domaine économique. L'application logique de ce projet aurait nécessairement comporté l'augmentation considérable des droits de douane sur les produits alimentaires importés de l'étranger, car c'est sur cette base seulement qu'on aurait pu accorder un traitement de préférence aux colonies. Ce projet a échoué par suite de la résistance des consommateurs anglais qui, aux dernières élections, ont repoussé les tarifs douaniers légèrement élevés sur quelques articles de consommation de second ordre et avec cela toute la conception d'un « empire britannique mondial se suffisant à lui-même ».

Le deuxième de ces courants, représenté surtout par les grands industriels anglais, tend à rendre l'industrie anglaise apte à affronter la concurrence au marché mondial au moyen d'une *politique financière d'inflation*. On put, en effet, constater ces derniers mois une dépréciation assez

sensible de la livre sterling.

Le troisième courant, représenté par le capital commercial et défendu également par le Labour Party, croit à la possibilité de nourrir les habitants de l'Angleterre par l'exportation de produits industriels sous condition du rétablissement de l'ordre économique en Europe. Mais quant aux moyens à employer pour restaurer la production capitaliste normale, on ne nous a servi jusqu'à ce moment que des phrases d'une généralité abstraite.

Un quatrième courant, enfin, a tiré les conclusions de la désorganisation de l'économie mondiale capitaliste et préconise l'émigration, le développement de l'agriculture anglaise et le malthusianisme. Il renonce donc à la lutte pour reconquérir l'ancienne position de l'Angleterre sur le marché mondial.

Cette grande confusion de tendances dans l'économie anglaise aura très probablement pour conséquence d'affaiblir encore les liens qui attachent les colonies à la mère-patrie et de les rendre plus indépendantes de celle-ci. Ce qui arrive est donc précisément le contraire de ce que les impérialistes anglais se proposaient.

La France. Jusqu'où peut tomber le franc?

La France se trouve dans une situation analogue à celle de l'Angleterre, avec cette seule différence que la base rurale sur laquelle s'appuie l'économie française est plus large et plus saine. D'autre part, l'état des finances en Angleterre est incomparablement meilleur qu'en France. LA « conquête » de la Ruhr a très peu changé aux problèmes fondamentaux de la vie économique française. L'occupation de la Ruhr assure toutefois à la grosse industrie française l'approvisionnement en combustible. Mais on se demande où la grosse industrie française et celle de la Ruhr travaillant à plein rendement trouveront des marchés pour leurs produits. Le marché naturel de l'industrie de la Ruhr, c'est l'Allemagne non-occupée Aussi, la France ne saurait-elle séparer économiquement la Ruhr de l'Allemagne, sans exposer la grosse industrie française à la concurrence désastreuse de la production de la Ruhr. Tous les beaux projets de participation de capitaux français à l'industrie allemande, ne changeraient rien, au cas où ils seraient réalisés, au problème fondamental commun aux grosses industries anglaise, française et allemande et qui consiste à trouver des marchés pour leurs produits. Il est particulièrement caractéristique pour l'état actuel de décomposition du capitalisme que la grosse industrie française cherche à s'assurer des marchés par une restriction méthodique et permanente des exportations de la Ruhr, c'est-à-dire par la réduction de la production de la Ruhr qui en serait l'inévitable conséquence. Au lieu de chercher à élargir les marchés en augmentant la capacité d'achat des peuples dans une mesure correspondante à l'accroissement de la production, on essaie par des moyens de pression politique d'étouffer la concurrence et de rétablir l'équilibre par la réduction de la production. Nous pouvons donc observer chez les capitalistes français une tendance, à peine dissimulée, à continuer à saboter la production de la Ruhr et à la renforcer dans des limites correspondant « à l'intérêt national de la France ».

L'occupation de la Ruhr s'est terminée, pour le moment, par une victoire politique, mais non point par l'affermissement économique de la France. La déprédation rapide du franc, au cours des dernières semaines, le prouve suffisamment. Et elle continue Mais si la confiance des marchés financiers internationaux est une fois ébranlée, la dépréciation du cours de la monnaie française peut aisément atteindre des proportions assez analogues à celle de la monnaie allemande naguère. A cause du différend anglo-français qui s'aggrave de plus en plus, les travaux des conférences d'experts qui ont commencé ne donneront pas de grands résultats. La France souffrant de la situation créée par la

dépréciation du franc continuera à chercher des compensations en Allemagne. Et avec la disparition en Allemagne du dernier espoir d'obtenir un emprunt extérieur, le cours du mark-rente perdra également sa stabilité actuelle. Ainsi le chaos en Europe semble devoir s'aggraver et amener vraisemblablement les groupes capitalistes à essayer une fois de plus de trouver une issue par la guerre.

Les perspectives de rétablissement de la production capitaliste « normale » en Europe sont donc, pour l'année qui vient de commencer, des plus minimes.

2. 5 mars 1924, n°16, pp. 170-171.

Qu'est-ce que la stabilisation du Rentenmark ?

L'accroissement de la quantité de monnaie en circulation en Allemagne. — Le Rentenmark n'a pas de couverture réelle. — Avantage d'une monnaie non cotée dans les Bourses étrangères. — Rôle de la confiance du public

par EUGENE VARGA.

Nous n'avons jamais cessé de soutenir que, dans les conditions économiques actuelles, la stabilisation du mark pour une période tant soit peu prolongée est chose impossible. Nous avons basé nos calculs sur ce fait : le bilan économique de l'Allemagne, y compris les paiements effectués à titre de réparations, est passif. L'Allemagne consomme plus qu'elle ne produit. De là les tendances des capitalistes allemands à investir leurs capitaux à l'étranger ce qui, naturellement, a porté préjudice au bilan financier et a contribué à la dépréciation du mark. D'autre part, à mesure que le change allemand continuait sa chute, le mark-papier était remplacé sur le marché intérieur par des valutas [devises] étrangères — livres, dollars et florins hollandais — ce qui aggravait encore le déséquilibre financier, car les changes étrangers servant à l'intérieur étaient obtenus au moyen de la vente à l'étranger de valeurs réelles. Dans les années précédentes la vente de bank-notes et de devises allemandes sur les marchés étrangers et l'afflux de capitaux étrangers en Allemagne (acquisition d'immeubles, d'actions, de propriétés diverses) avaient servi de contrepoids au fâcheux bilan commercial. En outre, jusqu'à l'expropriation complète des classes moyennes et au changement qui commença à se produire en août 1923 dans le mouvement des prix de détail, les cercles capitalistes dirigeants de l'Allemagne avaient eu intérêt à la dépréciation du mark et pour cette raison n'avaient pas manqué de contrecarrer plus ou moins consciemment les actions du gouvernement en vue de protéger le change allemand.

Or, nous voici en présence d'un fait : Depuis le 15 novembre, c'est-à-dire depuis deux mois, le mark allemand est virtuellement stabilisé¹.

1. Qu'y a-t-il changé dans la situation économique de l'Allemagne ?

2. Cette stabilisation est-elle définitive ou sera-t-elle d'aussi courte durée que les tentatives de stabilisation du printemps de 1923 ?

Peut-on constater dans les conditions économiques actuelles de l'Allemagne un changement essentiel qui puisse justifier la stabilisation du mark ?

Rien de semblable ne s'est produit dans le domaine de la production allemande. Au contraire la production allemande est tombée, en novembre et décembre 1923, à son niveau le plus bas. Le nombre des chômeurs et des chômeurs partiels s'est élevé en chiffre rond à 6 millions. La cause de la stabilisation du mark ne saurait donc être recherchée dans le domaine de la production.

Par contre, un changement remarquable est survenu dans la circulation monétaire. Il peut être brièvement caractérisé par le fait que le mouvement monétaire s'est considérablement ralenti. Ce

¹ Il a subi récemment une assez forte secousse, ce qui confirme l'ensemble de la thèse soutenue dans les études de notre camarade Varga. *N. D. L. R.*

processus s'explique par la nouvelle tournure qu'a prise la situation politique et qui a changé l'état d'esprit de larges couches de la population. L'Allemagne a réalisé, au courant des derniers mois de 1923, une grande réforme financière. La *Rentenbank* a été fondée, l'escompte par la Reichsbank des bons de trésor du Reich supprimé. Les rentenmark-notes, mises en circulation par le Reich, ont été couvertes par les crédits obtenus à cet effet. Le cours du mark-papier a été stabilisé (un billion de marks-papier valant un mark-or ou un rentenmark). Depuis, le change allemand est resté stable pendant un certain temps et au pair de l'or ; un dollar américain ne vaut en Allemagne que sa valeur- *nominale* qui est de 4,20 rentenmark

Au point de vue quantitatif cette stabilisation serait tout à fait incompréhensible. Alors qu'avant le lancement du rentenmark toute la circulation monétaire de l'Allemagne ne consistait qu'en 200 millions de mark-or (environ) en papier monnaie et 600 millions de marks-or en coupons de l'emprunt-or et bons du trésor type dollar, la quantité de la monnaie en circulation s'est énormément accrue par le fait même de la création de la *Rentenbank*². D'après les données du ministre des finances Luther, il circulait dans le Reich, à la fin 1923 :

	en millions de mark-or
Banknotes du Reich	400
Rentenmarks	1200
Bons de trésor et emprunt-or (petites pièces)	300
Monnaies auxiliaires	500
Total	2400

Depuis cette époque cette somme s'est considérablement accrue. Non seulement les chemins de fer du Reich mettent en circulation de grosses quantités de monnaie à valeur fixe ou non, mais encore des Etats allemands, comme la Prusse, la Saxe, la Thuringe ou même des provinces de la Prusse ou des villes continuent à émettre du papier-monnaie absorbé par le marché sans porter pour cela préjudice à la stabilisation du change allemand !

On ne peut trouver à ce fait une autre explication que le ralentissement de la rapidité de la circulation monétaire. Cela veut dire que chaque particulier qui parvient à entrer en possession de

² D'après l'évaluation du secrétaire d'Etat Hirsch, la circulation monétaire en Allemagne se montait par tête d'habitant :

en temps de paix	à environ	90	mark-or
fin 1919	„	51	„
octobre 1922	„	14	„
juin 1923	„	6	„
juin-octobre 1923	„	2,5 à 4	„
commencement nov. 1923	„	1	„

sommes d'argent, ne s'empresse pas de les convertir en marchandises ou en effets de bourse, mais les garde le plus longtemps possible, comme en temps de paix. Il faut encore remarquer, à ce sujet, que la quantité de marchandises jetées sur le marché est actuellement inférieure à celle d'il y a six mois, la production ayant été très réduite. L'élargissement de la sphère de circulation du papier-monnaie allemand ne saurait être expliqué que dans une mesure infime par le fait que les monnaies étrangères qui auparavant faisaient fonction de moyens de circulation ont été remplacées par du papier-monnaie allemand.

Par contre M. Hirsch, s'en référant à des calculs faits par M. Cuno sur la possibilité d'un emprunt étranger pour Allemagne, évalue à 3 milliards de marks-or le montant des changes et devises étrangères se trouvant en Allemagne. Ce qui fait en chiffre rond 50 marks-or par tête d'habitant.

Quelles sont les perspectives que fait naître ce ralentissement du mouvement monétaire ? En d'autres termes : par quoi se justifie l'espoir des possesseurs d'argent qui considèrent la monnaie allemande comme stable et non plus sujette à une dépréciation nouvelle ?

Cet espoir ne se justifie pas par la qualité de cette monnaie, c'est-à-dire par la valeur de sa couverture. Le rentenmark est un papier monnaie tout aussi dépourvu de couverture que l'ancien mark-papier. Le rentenmark ne peut être échangé contre de l'or ou, en dehors du pays, contre des valutas [devises] étrangères. Son unique couverture consiste dans la possibilité de le convertir en obligations portant 5% d'intérêts en or. Même en supposant que ces 5% d'intérêts soient pleinement couverts par les hypothèques dont l'Etat a grevé les propriétés privées, la confiance qu'on place actuellement en Allemagne sur le rentenmark et le mark-papier ne peut pas être considérée comme justifiée. Car 5% d'intérêts annuels même payés en or ne constituent par un appât suffisant au moment où l'on demande pour des prêts à valeur fixe 5% d'intérêts et même d'avantage — par mois !

La confiance accrue dans le rentenmark s'explique, à notre sens, par le changement de situation politique qui s'est produit en Allemagne, simultanément avec l'émission du rentenmark. Dans la lutte entre le capital et le travail la classe ouvrière a subi une défaite temporaire. Cette défaite se manifeste au point de vue social par la prolongation de la journée de travail et la réduction des salaires. La presse capitaliste et social-démocrate caractérise la situation actuelle comme celle d'une « crise d'assainissement » qui, dans quelque mois, après la réduction des frais de production grâce aux succès de la réaction, réduction qui amènera celle des prix de vente, aboutira à un relèvement du capitalisme allemand. C'est cette suggestion collective, subie par le public allemand qui a rétabli la confiance dans le mark et contribué à ralentir la circulation monétaire.

Il faut y ajouter les mesures en vue d'équilibrer le budget : impôts en or, compression du budget par la réduction du personnel administratif, gestion indépendante des chemins de fer du Reich et des P. T. T., dispensant le Reich du paiement de subsides. Il faut aussi prendre en considération que l'Allemagne n'a, depuis des mois, rien versé au compte des réparations et que la cessation de la résistance dans la Ruhr a libéré le Reich de charges très lourdes.

Nous devons enfin tenir compte du fait que le *rentenmark et le mark ont complètement cessé d'être un moyen d'échange international*. Toutes les affaires d'importation et d'exportation de l'Allemagne se traitent en valeurs étrangères. Grâce à quoi la diminution de la capacité d'achat du mark ne s'exprimera pas par une dépréciation de sa valeur nominale, mais par l'augmentation des prix du marché intérieur, la valeur nominale or étant maintenue. En effet, il suffit à présent sur les Bourses étrangères où le change allemand est à peine négocié, d'une intervention très faible pour

maintenir le cours formel du mark.

La confiance que manifeste le public allemand en la valeur stable du Rentenmark ne durera qu'autant qu'elle sera légitimée par des raisons économiques. A cet égard il nous reste à examiner :

1. la possibilité de rétablir l'équilibre budgétaire ;
2. le développement du bilan commercial et financier ;
3. les stades futurs du problème des réparations ; trois questions étroitement connexes

3. 19 mars 1924, n°18, pp. 189-191.

L'assainissement des finances de l'Allemagne est-il possible ?

Par *EUGENE VARGA*.

Le rétablissement de l'équilibre budgétaire du Reich n'est pas impossible...

Les statistiques publiées depuis la stabilisation du mark sur les recettes et les dépenses du Reich font apparaître sous un jour plus favorable l'état des finances allemandes. Voici des chiffres instructifs à cet égard :

	en millions de marks or						
	21-30 novembre	1-10 décembre	11-20 décembre	21-31 décembre	1-10 janvier	11-20 janvier	21-31 janvier
Recettes totales	15,1	32,8	42,9	88,8	99,9	161,2	188,7
Dépenses totales	258,7	180,0	165,7	153,8	63,9	180,4	199,1
Excédent de recettes	—	—	—	—	36,0	—	—
Déficit	243,6	147,2	122,8	65,0		19,2	10,4

Alors qu'avant l'émission du Rentenmark les recettes du Reich n'avaient même pas suffi à couvrir les dépenses, le gouvernement réussit, dans le courant des premiers dix jours de janvier, à couvrir 155% des dépenses et à réaliser un excédent de recettes qui se chiffrait par 36 millions de marks-or. L'intervalle qui nous sépare de cette date est, bien entendu, trop court pour tirer de ce résultat des conclusions définitives. Et cela d'autant plus que les recettes du Reich ne sont pas encore fixées, la troisième ordonnance sur le paiement des impôts n'ayant pas encore été publiée (à l'heure ou nous écrivons) et les statistiques citées plus haut embrassant aussi des recettes provenant de taxes supprimées depuis — contributions de la Ruhr, du pain, etc. — qui, par conséquent, ne figureront plus en 1924 dans la colonne des recettes. Le résultat extraordinairement favorable du début de janvier peut, en outre, être attribué au fait qu'à cette époque il ne fut pas payé de traitements de fonctionnaires.

Il ne nous reste donc pour ce moment qu'à examiner, de façon purement théorique, la question : L'Allemagne est-elle en état de rétablir l'équilibre de ses finances ?

Notre réponse à cette question — si nous faisons abstraction des paiements à effectuer à titre de réparations — ne peut être qu'absolument affirmative. Etant donné que le service d'intérêts des dettes publiques intérieures n'entre plus en ligne de compte, étant donnée aussi la réduction importante des dépenses militaires, les dépenses actuelles du Reich ont, comparées à celles d'avant guerre, sensiblement diminué. Si nous admettons, que la production capitaliste ne sera pas profondément troublée par l'action du prolétariat, les moyens de production de l'Allemagne étant restée intacts, il n'y a pas de raison de douter que l'économie allemande puisse produire suffisamment d'impôts pour permettre au Reich de faire face à ses dépenses. La question se pose donc en ces seuls termes : *la bourgeoisie allemande qui, après sa victoire de 1923 sur le prolétariat, peut considérer l'Etat comme celui de sa classe, voudra-t-elle par des impôts adéquats subvenir aux*

besoins de cet Etat ? En autres termes : La volonté de classe de la bourgeoisie et l'intérêt qu'elle porte au maintien de l'Etat sont-ils assez forts pour obliger ses membres à donner à l'Etat ce qu'il lui faut pour vivre ? Si c'est le cas, on ne saurait découvrir d'obstacles sérieux à ce que le Reich se maintienne en tant qu'Etat. Une augmentation proportionnelle des impôts paraît, actuellement, indispensable. 1200 millions de mark-or, montant des impôts perçus en 1922, ou 700—800 millions de mark-or, chiffre qui représente les recouvrements d'impôts en 1923, ne sauraient plus suffire à assurer l'existence de l'Etat allemand. Et comme par la réduction des salaires des ouvriers et des traitements des fonctionnaires, ces classes ne peuvent faire figure de piliers de l'équilibre budgétaire, les classes possédantes — grands propriétaires, grosse bourgeoisie, cultivateurs — doivent forcément prendre sur elles des charges plus lourdes d'impôts. Faute de quoi la stabilisation du mark ne peut être de longue durée.

En vue de nous former quelque idée du développement futur des finances allemandes, il est nécessaire de soumettre les recettes actuelles à un examen approfondi. De cet examen, il résulte au premier abord que la plus grande moitié des recettes proviennent de contributions qui durent être acquittées à titre temporaire et *une seule fois*. Le dernier relevé complet des rentrées est du mois décembre dernier. (Nous donnons les chiffres en marks-or, 1 billion de marks-papier valant à cette époque un mark-or.)

Les recettes totales du Reich — impôts, droits de douane, contributions, etc. — se montaient à 312,32 millions de mark-or³.

Ces recettes ont été encaissées à 63 titres différents. Abstraction faite de celles dont le montant était inférieur à un million de marks, elles se répartissent de la façon suivante :

<i>Recettes temporaires:</i> en millions de marks-or	
Contributions de la Ruhr versées par les contribuables taxés en vertu de l'impôt sur le revenu	94,06
Contributions à la base de la taxe sur les sociétés anonymes	29,44
Contributions des entreprises : part des entrepreneurs	30,38
Contributions des entreprises : part de l'agriculture	6,27
Contributions pour « le ravitaillement en pain »	7,31
Total	167,46

³ L'ensemble des recettes qui figurent dans cette statistique diffèrent du montant des recettes que nous trouvons dans les relevés publiés tous les dix jours. Ce sont des « excédents des caisses de l'administration des finances » et qui contiennent également les recettes provenant de diverses opérations financières du Reich comme, par exemple, de la vente des obligations de l'emprunt-or. L'excédent total des « caisses de finances » se montait en décembre à 173,7 millions de marks-or seulement contre les recettes totales du Reich en impôts, droits de douane, etc. qui se chiffraient par 512 millions. Les 136 millions de marks-or déficitaires représentent évidemment le montant des sommes qui, des caisses de l'administration des finances du Reich, furent délivrées aux Etats et communes allemands. *E V.*

Recettes permanentes:	
en millions de marks-or	
Impôts sur le revenu provenant des salaires	37,35
Autres impôts sur le revenu	3,13
Taxe générale sur le chiffre d'affaires	50,58
Taxe sur le chiffre d'affaires augmentée	1,85
Taxe sur les sociétés anonymes	1,48
Taxe sur les opérations de Bourse	16,47
Droits de timbre	2,78
Droits de douane et impôts indirects	29,04
Total	142,68

Il ressort de cette statistique que, malgré les résultats favorables dans les relevés établis tous les dix jours, *la situation financière du Reich repose sur des bases très fragiles*. Plus de la moitié des recettes de décembre provient des contributions de la Ruhr, des entreprises et du pain, ressources qui pour le budget de 1924 n'existent plus. Les recettes permanentes — abstraction faite des subsides aux Etats et communes — ne peuvent couvrir que 20—30% des dépenses. Il ressort de plus de ces chiffres que la bourgeoisie allemande — abstraction faite des constitutions temporaires — en décembre encore n'a pour ainsi dire pas payé d'impôts⁴. Le montant des impôts et taxes permanents, acquittés par les classes possédantes, se trouve exprimé par les chiffres suivants :

	Millions de marks-or
Impôts sur le revenu	3,13
Taxe sur le chiffre d'affaires augmentée	1,85
Taxe sur les sociétés anonymes	1,48
Taxe sur les opérations de Bourse	16,47
Droits de timbre	2,78
Total	25,71

⁴ Il est caractéristique pour le sabotage des impôts par la bourgeoisie que l'impôt sur les héritages n'a donné, en décembre, que la somme dérisoire de 56 650 marks. En 1913 les recettes moyennes mensuelles provenant de cet impôt avaient été de 3,9 millions de marks. Le faible rendement de cet impôt semble être la conséquence des lenteurs de procédé de l'administration des finances. C'est souvent des mois après les décès que l'impôt sur l'héritage est perçu par l'administration, par quoi, vu la dépréciation de la monnaie, sa valeur se trouve considérablement diminuée. E. V.

Si nous y ajoutons encore les paiements effectués par la bourgeoisie à titre de taxe sur le chiffre d'affaires, droits de douane et monopoles, nous arrivons au chiffre de 60 millions de marks-or, qui représente, abondamment comptée, la part de la bourgeoisie allemande aux charges d'impôts courants. Pour pouvoir rétablir l'équilibre budgétaire — les paiements à titre de réparations écartés — la bourgeoisie allemande devrait à peu près quintupler ses contributions.

Avant la guerre le fisc allemand percevait en impôt :

Reich	2000 millions de marks-or
Etats	2000 „
Communes	1500 „
Total	5500 millions de marks-or

Le Reich dépense actuellement beaucoup moins pour l'entretien de son armée. Le Reich, les Etats, les communes n'ont presque plus à payer d'intérêts pour leurs emprunts. Il en résulte une réduction de dépenses de 2200 millions. 300 millions sont perdus par suite de la diminution du territoire allemand, il reste encore 3000 millions. Vu, toutefois, que la capacité d'achat de l'or diminue d'un tiers, il faut compter avec des besoins budgétaires se chiffrant par 4500 millions de marks-or, c'est-à-dire, 380 millions de marks-or par mois. Si d'après notre évaluation les paiements d'impôts effectués par la bourgeoisie en décembre se montent à 60 millions de marks-or et ceux du prolétariat à 80 millions, les classes possédantes, le prolétariat touchant des salaires minimes et ne pouvant assumer des charges nouvelles, devraient quintupler le montant de leurs contributions à l'Etat. Les frais d'occupation et les dettes à titre de réparations ainsi que le déficit des entreprises d'Etat ne sont pas compris dans le calcul. Si nous considérons que les provinces occupées ne paient pas, provisoirement, d'impôts, puisque les fournitures effectuées par les capitalistes conformément à l'accord avec la *Micum* sont déduites de leurs redevances d'impôts et que la partie du réseau ferré qui assure le plus de revenus à la direction des chemins de fer d'Etat, celle de la Ruhr, se trouve entre les mains de l'occupant français, la bourgeoisie de l'Allemagne non occupée devrait payer beaucoup plus que le quintuple de ses charges actuelles d'impôts courants pour permettre à l'Etat de rétablir l'équilibre budgétaire. Si elle s'y refuse et si le gouvernement est obligé de recourir à nouveau à l'inflation, ne serait-ce que sous forme dissimulée, la stabilisation du mark, d'ailleurs sans fondement solide, ne sera pas d'une longue durée.

Mais ce rétablissement des finances est bien improbable.

Nous avons posé la question: la volonté de classe de la bourgeoisie allemande et l'intérêt quelle porte au maintien de l'Etat sont-ils assez forts pour obliger ses membres à donner à l'Etat de la dictature bourgeoise ce qui lui faut pour vivre ?

Après les événements des dernières semaines nous sommes, pour le moment, disposés à répondre négativement à cette question.

Il est vrai que quelques organes de la partie consciente de la bourgeoisie font de la propagande pour amener les classes possédantes à augmenter leurs contributions à l'Etat. C'est le cas

de la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, organe de Stinnes. Mais une grande partie de la presse et des organisations de la bourgeoisie déclarent que même les impôts actuels constituent pour les classes possédantes des charges trop écrasantes.

Capitalistes, agrariens, paysans et artisans protestent avec la même vigueur contre une imposition équitable. La dictature des généraux ne se montre pas non plus disposée à obliger les classes possédantes allemandes à augmenter leurs contributions à l'Etat. Le général Lossberg, représentant de la dictature bourgeoise à Munster (Westphalie), a déclaré à l'assemblée générale de l'Union des paysans de Westphalie:

« À mon avis il est indispensable que l'agriculture allemande prenne sur elle le soin du ravitaillement de l'Allemagne. Mais elle ne pourrait accomplir cette tâche que si les cercles dirigeants tenaient compte des réalités en évitant de ruiner par des impôts exagérés les producteurs ruraux... C'est pourquoi, dans un rapport adressé à Berlin, j'ai fait ressortir avec tout le sérieux que comporte la situation, ce qu'il y a d'injuste à maintenir le montant de la contribution militaire au niveau de 1913, car c'est à [sur] la base de cette contribution que sont calculés l'impôt sur le capital, les contributions du Rhin et de la Ruhr, etc. Il faut absolument trouver d'autres moyens pour arriver aux buts proposés. »

En entendant les dictateurs militaires tenir ce langage, on conçoit des doutes sérieux quant à la possibilité d'amener la bourgeoisie allemande à faire les efforts nécessaires en vue du relèvement des finances allemandes⁵.

Dans le maquis des statistiques truquées. — Commerce extérieur et bilan financier.

Le développement du commerce extérieur et du bilan financier est également d'une importance décisive pour la durée de la stabilisation du mark. Le cours du change ne peut être stable que si [le] bilan financier est équilibré. L'équilibre peut être réalisé, grâce à l'obtention de crédits étrangers servant à couvrir le déficit. Toutefois, les perspectives d'un emprunt extérieur pour l'Allemagne sont en ce moment plutôt faibles. Le fait que le rentenmark est un moyen d'échange intérieur n'y change rien. Au cas d'une nouvelle chute du mark-papier le rentenmark devra également perdre sa valeur. La dépréciation du rentenmark, vu son caractère de change extérieur, pourrait être dissimulée par l'élévation correspondante des prix calculés en rentenmarks.

Nous nous occuperons avant tout du bilan commercial qui constitue le fondement du bilan financier. Dans nos rapports précédents nous avons déjà fait ressortir à plusieurs reprises qu'un bon nombre d'économistes considèrent les données statistiques sur le commerce extérieur de l'Allemagne comme falsifiées. Dans notre rapport sur le deuxième trimestre de 1923 nous avons signalé les calculs de Hortens pour l'année 1922, d'après lesquels la valeur des exportations se chiffrait cette année-là par 9,8 milliards de marks-or au lieu des 3,9 milliards que nous trouvons dans

⁵ Aux camarades qui considèrent comme absolument impossible de rétablir l'équilibre budgétaire du Reich, nous rappelons que d'après les calculs faits par Helfferich pour les mois d'avril - août 1922, le budget intérieur du Reich avait un excédent de recettes sur les dépenses qui a suffi à couvrir le déficit des entreprises d'Etat dans les mois avril-juillet. En ajoutant les dépenses découlant des traités de paix — d'ailleurs pas trop écrasantes à cette époque — aux dépenses ordinaires du budget, on trouve que le déficit de ces cinq mois n'a pas été supérieur à 60 millions de marks-or. E. V.

les statistiques officielles. Ce serait alors au lieu d'un bilan commercial passif, dont le déficit se chiffrait par 2 milliards de marks-or, un bilan actif avec un excédent de 4 milliards des exportations sur les importations. Nous avons également exprimé des doutes au sujet de l'exactitude des chiffres officiels, nous trouvons toutefois que l'excédent de 4 milliards était impossible, car la dépréciation du mark dans la même proportion qu'en 1922 deviendrait, si on l'admettait, inexplicable.

Le Bureau de Statistique du Reich, en vue d'établir la valeur des exportations en marks-or, a maintenant adopté une nouvelle méthode de calcul. Elle consiste à multiplier les données sur la quantité des marchandises exportées par la valeur-unité de ces marchandises d'après la statistique du commerce extérieur en 1913. Cette nouvelle méthode de calcul nous montre que le commerce extérieur de l'Allemagne dans la période d'après guerre n'est pas très déficitaire⁶.

Nous donnons ci-dessous les chiffres calculés d'après les méthodes ancienne et nouvelle :

<i>Commerce extérieur exprimé en millions de marks-or</i>			
<i>Calcul ancien</i>			
<i>Année</i>	<i>Importations</i>	<i>Exportations</i>	<i>Solde (déficit)</i>
1921	4015	2401	1614
1922	6200	3970	2230
<i>Calcul nouveau</i>			
1920	3947	3724	223
1921	5751	5586	165
1922	6312	6199	113
1923	5589	5516	73

La nouvelle méthode de calcul nous présente donc un tableau tout différent. Au lieu d'un déficit de 2230 millions de marks-or en 1922 nous en avons un de 113 millions. Certes, la nouvelle méthode a également des points faibles, l'augmentation des prix mondiaux n'étant pas égale pour toutes les catégories de marchandises.

Pour les mois d'octobre et novembre 1923, les statistiques officielles nous présentent déjà un bilan commercial actif, eu donnant ces chiffres intéressants :

	<i>Importations</i>	<i>Exportations</i>	<i>Solde (déficit)</i>
Octobre 1923	508	436	132
Novembre 1923	514	434	80

⁶ Le défaut de l'ancienne méthode de calcul consiste en ce que la valeur des exportations était calculée à [sur] la base des déclarations des exportateurs, qui, vu les taxes sur les exportations, avaient un intérêt évident à dissimuler la valeur réelle des marchandises. *E. V.*

Il n'est pas impossible que ces chiffres aient été calculés avec un optimisme voulu, en vue de faciliter un emprunt étranger, en tout cas, il semble que ce ne soit pas le commerce extérieur de l'Allemagne qui mettra en péril le cours stable du mark.

En ce qui concerne les parties non commerciales du bilan financier il faut considérer, d'une part, les pertes résultant des intérêts encaissés par des étrangers, acquéreurs de biens allemands, et des frais de séjour à l'étranger de nombreux allemands qui ont quitté le pays à cause de la cherté croissante de la vie. D'autre part, il faut enregistrer au chapitre des gains les intérêts des capitaux allemands placés à l'étranger et le retour même de ces capitaux qui a probablement commencé dès l'établissement de la dictature bourgeoise.

Conclusions.

Résumons: *une stabilisation du mark est économiquement possible, mais elle ne paraît pas actuellement vraisemblable.*

Les conditions de la stabilisation du change allemand seraient :

a) Augmentation en vue du rétablissement de l'équilibre budgétaire des charges fiscales des classes dirigeantes. (Eventuellement : emprunt intérieur à long terme).

b) Bilan commercial actif ou très peu passif, qui n'est possible que si

1. le prolétariat allemand, sans faire une résistance prolongée qui dérange le processus de production, accepte la prolongation de la journée de travail, la réduction des salaires et, en général, la dictature de la bourgeoisie;

2. si L'Allemagne obtient un moratoire général pour tous paiements résultant du traité de paix, ou un emprunt extérieur au moyen duquel elle pourrait s'acquitter des réparations.

Il est fort peu probable que toutes ces conditions se réalisent. Une stabilisation durable du mark apparaît par conséquent, peu vraisemblable.

Nous devons souligner que, d'après les expériences faites par le peuple allemand, on ne saurait compter avec un lent processus de dépréciation du mark. Si la confiance du public en le Rentenmark devait être à nouveau ébranlée, le mouvement monétaire atteindrait de nouveau une rapidité vertigineuse. Quand on pense qu'il y a maintenant en circulation dix fois plus de papier-monnaie (compté naturellement en or), qu'avant la stabilisation du mark, on peut mesurer les proportions que prendrait une nouvelle chute du mark. Ce serait une véritable catastrophe, même en comparaison avec celles que nous avons déjà observées.

4. 21 mai 1924, n°27, pp. 308-309.

Une solution du problème des réparations

par E. VARGA.

Le rapport du Comité des Experts.

Après plus de 3 mois de travaux le Comité des Experts transmettait le 9 avril dernier son rapport à la Commission des Réparations. Nous supposons nos lecteurs déjà au courant par les journaux du contenu essentiel de ce rapport sur lequel nous nous bornons à présenter nos observations.

La stabilité de la monnaie allemande — condition de paiements des réparations.

Durant les années précédentes, la Commission des Réparations avait exigé de l'Allemagne des paiements au comptant (en changes étrangers) aussi bien qu'en nature (fourniture de marchandises) sans se demander si les Finances allemandes pouvaient ou non supporter ce surcroît de charges. Contrairement à cette pratique, le Comité des Experts considère que l'Allemagne ne peut faire face à ses obligations que si elle réussit à maintenir le cours de sa monnaie à un niveau stable. Dans le cas contraire, les recettes du Reich se réduiraient automatiquement, de sorte qu'il lui serait impossible d'effectuer les paiements. La stabilité du change allemand doit donc être sauvegardée nonobstant les paiements de réparations.

Paiements en monnaie allemande.

Il en ressort logiquement que le Reich ne doit acquitter ses dettes de réparations — abstraction faite, naturellement, des livraisons en nature — qu'en monnaie allemande. L'Allemagne doit verser les sommes prévues en monnaie allemande aux caisses de la Banque des Réparations à fonder. En effectuant les paiements prévus, l'Allemagne aura accompli ses obligations envers les Alliés. Ce sera alors à ces derniers d'obtenir *l'équivalent* des sommes versées par le Reich en monnaie allemande. Le rapport des experts prévoit une commission de 5 membres et un agent spécial auxquels incombera le devoir de faire parvenir sous une forme appropriée, à l'étranger, l'équivalent des sommes versées par l'Allemagne. Il s'agit là de la vieille question : *Quelles fournitures en nature peut offrir l'Allemagne à l'Entente au titre de réparations ou, en d'autres termes, quelles fournitures peut accepter l'Entente sans causer de graves préjudices aux industries de la France, de l'Angleterre et des autres pays capitalistes ?* Le rapport des experts ne résout pas ce problème, qui est en somme insoluble. Il prévoit des versements en argent jusqu'à la concurrence d'une somme de 2 milliards de marks-or. Les sommes dépassant ce chiffre seront converties en valeurs allemandes, jusqu'à concurrence de 5 milliards de marks-or. Si l'on n'arrivait pas, plus tard, à trouver l'équivalent en marchandises convenant à l'Entente, les paiements à effectuer par l'Allemagne seraient réduits jusqu'à ce que les Alliés aient trouvé un procédé permettant d'écouler sur le marché mondial les marchandises représentant la valeur des réparations payées par l'Allemagne...

Pas de crédits pour l'Allemagne.

Le rapport des experts détruit tous les projets qui visaient à résoudre d'un coup le problème des réparations à l'aide d'un emprunt international de plusieurs milliards de marks-or. (On se rappelle le projet du gouvernement Cuno : emprunt de 20 milliards de marks-or.) Les espoirs fondés sur l'aide américaine, les projets d'amener l'Amérique à contribuer avec ses richesses, en partie non-utilisées, à résoudre le problème des réparations, et à écarter par là même une cause importante de la crise, ont dû être enterrés. Le rapport des experts ne prévoit qu'un seul emprunt de 800 millions de marks-or *destiné à faciliter le paiement des dettes de réparations dans la première année.*

Défaite de l'impérialisme français, victoire de l'Angleterre.

Au point de vue de la politique mondiale, la solution préconisée par les experts, signifie — supposé que le projet soit mis à exécution par les Alliés — la défaite de la France impérialiste et la victoire de l'Angleterre. La politique française qui visait à séparer du Reich les provinces du Rhin et de la Ruhr, la Bavière et l'Allemagne du sud peut être considérée comme ayant échoué. Le rapport des experts déclare expressément *que l'Allemagne, si on attend d'elle qu'elle acquitte ses dettes de réparations, doit former un territoire économique unique.* La solution que recommandent les experts, empêche en même temps l'accumulation entre les mains de la France des richesses minières continentales, ce qui est d'une importance capitale pour la position politique et économique de la France vis-à-vis de l'Angleterre.

L'Allemagne — colonie internationale.

L'échec des projets de conquête de l'impérialisme français ne signifie pourtant pas que l'Allemagne redevient un Etat libre. Au contraire, le rapport des experts prévoit un contrôle sévère et méthodique de l'Allemagne par les Alliés. Par la mise en pratique des mesures recommandées la vie économique allemande se trouverait de fait placée sous le contrôle de l'Entente. Ce contrôle s'exercerait sur les chemins de fer, les finances du Reich, la Banque centrale d'Emission, à fonder et qui doit embrasser toutes les banques d'émission existant en ce moment en Allemagne. Le contrôle des Alliés s'exercerait même sur les recettes d'impôts dont ils pourraient déterminer le montant.

Que doit payer l'Allemagne?

Le rapport prévoit les paiements suivants :

1 ^{re} année	1000 millions de marks-or
2 ^e “	1200 “
3 ^e “	1200 “
4 ^e “	1750 “
5 ^e “	2500 “

Total des cinq premières années = 7650 millions de marks-or

De cette somme 800 millions de marks-or seront mis à la disposition de l'Allemagne par la voie d'un emprunt qu'elle obtiendra à cet effet. Les paiements annuels atteindront dès la cinquième

année 2500 millions et pourront même éventuellement être augmentés. Les experts ont notamment prévu pour mesurer la prospérité de l'Allemagne un *indice* calculé à [sur] la base des chiffres du trafic ferroviaire, du mouvement de la population, du commerce extérieur, de la consommation de tabac, des dépenses budgétaires et de la consommation de charbon. Si la moyenne du pourcent de ces six facteurs accusait au bout de la cinquième année une augmentation sur les années 1926—1929, le montant des paiements de l'Allemagne serait augmenté dans les mêmes proportions.

Le rapport désigne les ressources du Reich dont les recettes devront être employées par l'Allemagne à effectuer les paiements qui lui sont imposés. Le rapport se base sur les principes suivants.

1. Les chemins de fer du Reich, grâce à la dépréciation de la monnaie, se sont acquittés de leurs dettes. Ils représentent un capital de 26 milliards de marks-or. Ils réalisaient, avant la guerre 600 millions de marks-or de bénéfices nets par an, somme qui équivaut actuellement à 1 milliard de marks-or. Sous ce rapport les experts ajoutent encore que les chemins de fer du Reich n'ont pas été considérés avant la guerre comme une entreprise commerciale, mais surtout comme l'instrument du développement économique de l'Allemagne. Ils sont donc d'avis qu'il est facile d'obtenir des chemins de fer allemands 660 millions de marks-or par an sous forme d'intérêts d'obligations et d'amortissement, plus 200 millions d'impôts sur le trafic ferroviaire.

2. L'industrie allemande a également profité de la dépréciation de la monnaie pour acquitter ses dettes. Aussi — pensent les experts — peut-elle se charger de verser au total 5 milliards de marks-or à titre de réparations. Cela donnerait avec 5% d'intérêts et 1% d'annuités 300 millions de marks-or par an.

3. Le traité de Versailles exige que le montant des impôts en Allemagne ne soit pas inférieur à celui des pays de l'Entente. Les experts, se basant sur ces dispositions du traité calculent que l'Allemagne pourra progressivement jusqu'à fin de l'année 1928—1929, prélever en vue des réparations une somme de 1250 millions de marks-or sur ses recettes budgétaires ordinaires. Pour garantir ces paiements, les recettes provenant des impôts sur le tabac, la bière, l'alcool et le sucre, ainsi que les recettes douanières doivent être versées par l'administration des finances allemandes aux caisses de la nouvelle Banque d'émission, au compte des réparations. Au cas où ces recettes dépasseraient la somme prévue par les experts, le Reich pourrait disposer librement de l'excédent.

L'insoluble problème.

Deux questions se posent à nous :

1. Les sommes prévues peuvent-elles être prélevées sur le produit annuel de la production de l'Allemagne actuelle ?

En ce qui concerne les 5 premières années, on peut y répondre affirmativement. Grâce aux économies réalisées par suite de la disparition des dettes d'Etat et de la réduction des dépenses militaires, l'Allemagne, à ce qu'il nous semble, est à même de verser les sommes exigées. (Supposé toutefois que la domination politique de la bourgeoisie s'affermisse et que le procès de production ne soit pas troublé par de graves luttes sociales.) Mais les 5 premières années écoulées, nous doutons fort que la vie économique en Allemagne puisse subir sans conséquences sérieuses le prélèvement de sommes aussi fortes. Cependant, vu le peu d'équilibre du capitalisme, on ne peut rien prévoir à cinq années d'échéance.

2. Peut-on convertir les sommes versées par l'Allemagne en marchandises dont l'exportation

ne porterait pas de préjudices à l'industrie et au commerce des pays de l'Entente ?

Nous pouvons, en ce qui concerne les cinq premières années, répondre par l'affirmative, car si nous faisons abstraction des fournitures de charbon et de coke indispensables à l'industrie française, le restant de la somme que l'Allemagne aurait à payer pendant cette période et dont l'équivalent devrait être exporté sous forme de devises ou de marchandises, est relativement minime. Si une grave crise économique ne se produit pas entre temps, l'équivalent en marchandises des paiements effectués par l'Allemagne, peut facilement être écoulé sur le marché mondial. La situation sera tout autre au bout des cinq premières années où les paiements annuels imposés à l'Allemagne atteindront 2,5 milliards de marks-or. Une somme aussi énorme ne peut être versée que si les exportations allemandes dépassent de beaucoup de milliards celles d'avant-guerre. Vu toutefois la capacité d'achat amoindrie du marché mondial, l'augmentation des exportations allemandes dans des proportions aussi énormes porterait de graves préjudices aux industries française et anglaise. Nous sommes par conséquent d'avis que l'Allemagne ne sera pas capable de verser les sommes entières qu'on exige d'elle et que d'ailleurs l'Entente ne saurait accepter.

Quelle est la signification du rapport des experts ?

Le rapport que nous venons d'examiner avait été adopté à l'unanimité par le Comité des Experts. Les experts ayant certainement agi de concert avec leurs gouvernements respectifs, nous pouvons en conclure que les gouvernements de l'Entente et les bourgeoisies qu'ils représentent, approuvent la solution recommandée de la question des réparations.

Quelle est la portée économique de cette solution ?

La bourgeoisie des pays de l'Entente reconnaît, en approuvant le rapport des experts, qu'il est impossible de tirer de l'Allemagne les sommes exigées jusqu'ici par les divers ultimatums. La bourgeoisie de l'Entente est placée devant l'alternative suivante : ou elle insistera sur ce que l'Allemagne acquitte ses dettes de réparations et dans ce cas elle pourra peut-être obtenir des réparations, mais au prix d'une aggravation de la concurrence allemande sur le marché mondial, qui entraînerait fatalement la dépréciation du mark, des troubles sociaux, la dictature contre-révolutionnaire du prolétarienne en Allemagne; ou bien elle renoncera à une partie des réparations, quitte à acquérir une influence décisive sur la vie économique allemande, en vue de combattre avec succès la concurrence industrielle de l'Allemagne. En approuvant le rapport des experts, la bourgeoisie de l'Entente a adopté cette dernière solution qui dit en somme: *moins de réparations, mais pas de rétablissement de la vie économique de l'Allemagne qui ferait d'elle une rivale dangereuse sur le marché mondial.*

Supprimer sur le marché mondial la concurrence germanique.

Si ce que nous venons d'avancer, est juste, nous comprendrons aisément les dispositions en partie très singulières du rapport des experts. L'hypothèque sur les chemins de fer et le contrôle des chemins de fer allemands signifie que les tarifs des chemins de fer allemands seront déterminés par l'Entente qui empêchera ainsi l'industrie allemande d'augmenter ses exportations grâce à des tarifs de transports avantageux comme c'était le cas en temps de paix.

L'hypothèque de 5 milliards sur l'industrie allemande signifie que les frais de la production industrielle augmenteront dans des proportions correspondantes.

Le contrôle exercé sur la Banque d'Emission signifie que c'est la bourgeoisie de l'Entente qui

déterminera le montant des crédits à accorder à l'industrie, ainsi que les taux de l'intérêt. Tout cela dans le but d'entraver par la réduction des crédits industriels et l'augmentation du taux de l'intérêt, le développement de l'industrie allemande.

La conversion des 5 milliards de marks-or qui auront été versés à titre de réparations — somme qui pourrait éventuellement être augmentée — en valeurs allemandes signifie que la bourgeoisie de l'Entente qui c'était déjà emparée d'une quantité considérable de valeurs industrielles allemandes, se mettra par là même en possession directe des branches les plus importantes de l'industrie allemande.

Tout cela signifie que l'Allemagne sera placée sous le contrôle économique de la bourgeoisie de l'Entente, qui exercera ce contrôle de manière à se débarrasser de la concurrence industrielle de l'Allemagne et d'entraîner le développement de la vie économique allemande.

Les capitalistes anglais et français ont toujours argumenté de la façon suivante ; « L'Angleterre a une dette de 150 milliards de marks-or à acquitter, alors que l'Allemagne a profité de la dépréciation de sa monnaie pour se débarrasser de ses dettes publiques. L'industriel anglais doit payer beaucoup plus d'impôts que l'industriel allemand et les salaires doivent être plus élevés en Angleterre qu'ils ne le sont en Allemagne. L'Angleterre et la France veulent par conséquent adopter dans la question des réparations une politique qui sauvegarde les intérêts des industries anglaise et française pour qu'elles puissent défendre leur place sur le marché mondial. Considérant désormais que l'ancien mode de paiements de réparations — paiements en devises étrangères sans qu'aucun compte fût tenu de l'état du change allemand — est absolument inopportun, car il obligerait l'Allemagne à augmenter ses exportations, le rapport des experts conclut : Moins de réparations, mais la domination absolue de la vie économique allemande dans le but d'écarter du marché mondial la concurrence allemande préjudiciable aux intérêts de la bourgeoisie de l'Entente.

5. 3 juillet 1924, n°40, pp. 411-413.

V^e Congrès de l'Internationale Communiste

4^{ème} séance

Moscou, 20 juin 1924

Gebhardt (Allemagne) ouvre la séance et donne la parole au cam. *Stirner*, qui communique les noms des membres des commissions qui n'ont pas été communiqués hier. Le congrès ratifie les commissions. La parole est donnée ensuite à *Varga* pour son

Rapport sur la situation économique mondiale

Les événements de ces trois dernières années ont confirmé l'idée fondamentale des thèses du III^e Congrès à savoir que la société capitaliste se trouve actuellement dans une période de crise, avec alternances de hauts et de bas.

Il est difficile de définir ce qu'il faut entendre par période de crise du capitalisme. Je dirais qu'une période de crise est une période où les contradictions de la société capitaliste s'accroissent à tel point que l'unité de l'économie mondiale en est ébranlée, que la production, ascendante en capitalisme normal, reste stagnante ou se réduit, que par conséquent, la bourgeoisie ne peut plus assurer au prolétariat un niveau d'existence convenable et que par suite la possibilité objective de luttes victorieuses pour le pouvoir est donnée. Les bourgeois et les social-démocrates prétendent que la crise serait déjà surmontée on en voie de l'être. Cette conception est fautive. Probablement la crise prendra dès cette année des formes particulièrement aiguës.

La production mondiale n'a pas encore regagné le niveau de 1913 en 1923, la meilleure année de l'après-guerre.

Quant à l'agriculture, il faut constater que la surface ensemencée est de beaucoup inférieure à celle de 1913 : pour le froment, en 1922, 17% de moins, pour l'avoine 13%, l'orge 24%, le seigle 8%. D'autre part nous observons dans le coton, le caoutchouc et autres matières premières, une tendance consciente du capitalisme à réduire la production pour obtenir des profits plus élevés.

Dans l'industrie lourde, la production du charbon atteint juste celle d'avant-guerre, tandis que le fer l'acier en sont encore loin. La capacité de production de l'industrie lourde n'est point totalement utilisée. En Angleterre il n'y a que 194 hauts-fourneaux sur 457 qui travaillent. En Amérique, seulement 270 hauts fourneaux sur 420 au début de l'année, 230 au mois de mai et en ce moment probablement pas plus de 200. En Allemagne l'industrie lourde a chômé durant toute l'année.

C'est même une erreur de parler à présent d'une production mondiale et de la comparer avec celle d'autrefois. L'économie mondiale actuelle se divise avec une netteté assez remarquable en deux parties : l'Amérique et les colonies britanniques, où le capitalisme se trouve encore sur la courbe montante, et le vieux territoire industriel d'Europe où il subit une crise spéciale. Une part de plus en plus grande de la production totale est fournie par l'Amérique et une part de plus en plus petite par l'Europe. En 1913, l'Amérique donnait 40% du fer, à présent 62% ; 42% de l'acier, à présent plus de 60% ; 75% du pétrole ; maintenant 72%. Par contre en 1913 l'Angleterre produisit 10,2 millions de tonnes d'acier, aujourd'hui seulement 7,6 millions. En 1913, l'Allemagne produisit 19,2 millions de

tonnes d'acier, aujourd'hui 5 millions.

Un des signes les plus importants de cette crise est le chômage. Nous constatons ce fait curieux que dans les pays les plus importants, où pendant cette période l'économie capitaliste se serait soi-disant assainie, le nombre des sans-travail est resté le même. On évalue aujourd'hui le nombre des chômeurs à 4 à 5 millions. Ce sont les chiffres officiels, le chiffre réel est certainement encore plus élevé. Avant la guerre, le chômage était un phénomène passager, tandis qu'à présent il est devenu permanent. En Angleterre il y a des ouvriers qui chôment depuis trois ans et que le capitalisme a été incapable d'occuper même pendant la phase prospère qui vient de passer.

J'arrive maintenant à une question qui est discutée vivement, surtout dans le parti allemand : l'accumulation. Y a-t-il à présent accumulation ? Nous devons faire la distinction entre l'accumulation de richesses et l'accumulation de capital. Des richesses sont des produits accumulés sous leur forme-nature, et le capital comprend la partie de ces richesses en la possession de capitalistes et servant à l'exploitation. On peut résoudre cette question en étudiant les sommes placées dans les caisses d'épargne, les émissions, etc... Cependant à l'époque actuelle de la dépréciation de la monnaie, toutes ces observations sont très hypothétiques. En outre, l'interdépendance actuelle des sociétés par actions enlève presque toute possibilité de distinguer une nouvelle accumulation des différentes formes d'interpénétration des actions et du capital. Il est cependant certains critères, comme le bâtiment et la production de fer et d'acier. Or, d'après ces signes, nous nous apercevons qu'aux Etats-Unis il y a certainement eu accumulation de richesses, mais qu'on ne saurait en dire autant des pays européens. La crise des logements est passée à l'état aigu en Europe et le capitalisme a été incapable de faire revivre la construction de bâtiments. Il n'est donc pas capable d'une accumulation normale de richesses ou de capital. On accorde souvent à cette question une importance politique qu'elle ne mérite pas. Dans la *Vie Ouvrière*, le camarade Ollivier contestait l'opinion de l'Internationale Communiste sur la crise de l'économie mondiale. Pendant la guerre et l'avant-guerre, le capitalisme aurait tant accumulé qu'à présent il ne pourrait être question de crise. Il est naturellement possible que pendant une crise il y ait accumulation de capital et que des succès du prolétariat soient possibles, cette accumulation se poursuivant aux dépens des classes moyennes, ainsi que nous l'avons vu en Allemagne où, sur une richesse totale amoindrie, une part plus grande est passée aux mains des plus gros capitalistes. L'accumulation n'a donc pas eu lieu par acquisition de nouvelles valeurs, mais par expropriation de certaines catégories sociales. La situation était donc favorable au prolétariat autant qu'elle ruinait les classes moyennes.

Par contre la conception de quelques camarades allemands, qui disent qu'il n'y aurait pas d'accumulation et que le sort du capitalisme serait déjà décidé est très dangereuse. Le capitalisme ne peut être renversé que par de grandes luttes pleines de sacrifices, même s'il ne peut plus accumuler. Le capitalisme comme organisation servant à opprimer le prolétariat peut durer même s'il n'accumule plus, si le prolétariat n'y met pas de force un terme.

En observant la situation économique des trois dernières années, nous voyons les trois grands phénomènes nouveaux que voici 1) la fin de toute économie capitaliste mondiale formant un tout, 2) une crise spéciale des pays industriels d'Europe Occidentale au milieu de la crise générale et 3) la crise agraire. Nous devons souligner l'existence de la Russie, république immense en dehors de l'économie capitaliste, où le gouvernement prolétarien est aujourd'hui si fermement assis que les adversaires les plus acharnés n'espèrent plus sa chute.

Il faut aussi remarquer l'absence d'une conjoncture unique mondiale. L'amélioration dans un pays est rachetée la plupart du temps par l'aggravation dans les autres pays. La haute conjoncture

américaine est un phénomène isolé. Il est caractéristique que précisément à son apogée, la balance commerciale des Etats-Unis était passive. L'économie capitaliste mondiale ne forme plus un tout. La France a également traversé une conjoncture spéciale, basée sur l'inflation lente et sur la nécessité de reconstruire les régions dévastées. Lorsque cette reconstruction sera achevée, cette prospérité cessera.

Le mouvement des changes constitue un autre trait caractéristique de la décomposition de l'économie capitaliste. On parle beaucoup de la stabilisation du change en Autriche, en Allemagne et en Pologne, mais nombre d'autres pays sont entrés dans la période de dépréciation de la monnaie. Il n'y a plus un seul pays en Europe dont le change soit au pair avec le dollar. On marche non pas à une amélioration, mais à une aggravation.

Un autre élément important est constitué par la stagnation du mouvement international des capitaux. Quoique le taux de l'intérêt soit monté en Europe à 40, 50, 60, voire jusqu'à 100% au lieu de 2, 3 ou 4% en Amérique, aucun capital n'afflue d'Amérique en Europe, parce que la sécurité des placements en Europe ne paraît pas suffisante. Voilà pourquoi l'or reflue aux Etats-Unis, où de telles réserves se sont déjà accumulées qu'on ne sait plus ce qu'il faut en faire. Les billets de banque sont déjà couverts par plus de 80% d'or, et si cela continue l'émission de billets ne sera plus lucrative. Cependant les monnaies européennes font les plus folles escapades, faute de couverture. J'en viens à présent à la crise spéciale des pays industriels d'Europe Centrale. Ces pays vivaient de l'importation de produits alimentaires et de l'exportation de produits manufactures. Cette possibilité d'exportation s'est de plus en plus réduite au cours des dernières dizaines d'années, à la suite de l'industrialisation des pays d'outre-mer et de la crise agraire. Nous voyons aujourd'hui tous les Etats s'efforcer d'avoir leurs industries à eux : même les colonies anglaises érigent des barrières douanières contre les produits industriels de l'Angleterre. Ce processus rétrécit de plus en plus la base vitale des pays industriels d'Europe.

La crise agraire est causée par le fait que dans presque tous les pays du monde, les prix des produits industriels sont de beaucoup supérieurs aux prix des produits agricoles. Ce phénomène fut observé d'abord en Russie et en Amérique. On pensait d'abord avoir affaire à un phénomène spécial à ces pays, mais on finit vite par se convaincre qu'il se répétait presque partout.

Une autre cause de la crise agraire est l'organisation des trusts pendant la guerre et l'après-guerre. Presque tous les produits industriels furent vendus à des prix artificiels de monopole, tandis que la liberté des prix reste entière dans l'agriculture, où il est impossible de réunir des millions de producteurs en cartels ou en trusts. Les « ciseaux » ne sont par eux-mêmes pas la crise agraire, mais ils la deviennent là où le taux des fermages, les intérêts et les impôts sont si élevés que les producteurs ne peuvent plus les payer, vu les prix relativement bas des produits agricoles.

Bien des fermiers ont quitté leurs fermes et beaucoup d'autres n'ont pu y rester que grâce aux banques qui préfèrent prolonger les crédits que de perdre toute leur créance par l'émigration des farmers. Mais en beaucoup d'endroits, ces banques ont fait faillite elles-mêmes.

La crise agraire est aussi très aiguë dans les Etats européens. Pendant un certain temps elle est demeurée cachée par l'inflation, qui permettait aux producteurs agricoles de payer leurs impôts, intérêts, etc... en monnaie se dépréciant à vue d'œil, mais, au moment de la stabilisation, cette crise agraire se révèle avec toute son acuité. Dans quelques pays il est possible que cette crise agraire ne soit qu'un phénomène passager. Les tarifs protectionnistes en Allemagne peuvent considérablement l'atténuer. La crise agraire est d'une très grande importance politique, car elle rapproche les paysans moyens et pauvres du prolétariat. Enfin une cause importante de la crise agraire est la crise de l'industrie. Le fait qu'il y a toujours des millions de chômeurs et que les salaires sont réduits, aboutit à

une réduction considérable de la vente des vivres.

Tous les phénomènes que j'ai cités pour caractériser l'économie capitaliste, nous mènent au résultat que les antagonismes de classe se sont très accentués. Je m'étonne que Hilferding dise la même chose. En quoi consiste cette accentuation ?

Premièrement, la concentration de la production la centralisation des fortunes, la formation de trusts et de « konzerns », fait des progrès exorbitants. En même temps les classes moyennes ont été largement expropriées, surtout dans les pays d'inflation. L'abîme entre le petit groupe de capitalistes commandant et la petite et moyenne bourgeoisie devient de plus en plus profond. Une partie de plus en plus grande de la petite bourgeoisie est prolétarisée et tombe sous l'exploitation du capitalisme.

Deuxièmement, parallèlement à ce processus se poursuit le processus d'interpénétration des intérêts du grand capital des différents pays, d'un côté nous voyons l'alliance des Morgan avec Schneider, Stinnes, d'autre part Rockefeller et les groupes capitalistes de différents pays européens, dont la dépendance des Etats-Unis apparaît de plus en plus nettement.

Les prochaines perspectives

Nous nous trouvons au commencement d'une des plus graves crises des Etats-Unis. La crise était à prévoir, nous l'avons attendue déjà pour la fin de 1923. Toutes les informations que nous recevons d'Amérique, disent que la production tombe avec une telle rapidité qu'on n'a jamais vu auparavant aux Etats-Unis. Le trust de l'acier par exemple travaillait en mars à 100% de sa capacité et fin mai seulement à 60%. Il y a un million d'automobiles non vendues, l'industrie du bâtiment s'est réduite en mai de 23% et à New York même de 70%, etc. etc. Les produits industriels américains sont jetés à présent sur le marché européen et font la plus grande concurrence à l'industrie européenne. La crise actuelle ne manquera certainement pas de peser sur l'Europe. La bourgeoisie américaine n'a pas voulu croire à cette crise économique. Cet optimisme a entraîné même une partie du parti communiste. La crise devint matière à discussion entre les camarades américains. Le camarade Pepper était d'avis que la crise était actuelle, mais la majorité l'attendait pour plus tard. Cette majorité s'est basée sur un de mes rapports. Mais elle n'avait pas raison, ce rapport ne se rapportant qu'à l'année 1923 et ne pouvant par conséquent être applicable à 1924.

Nous sommes d'avis que nous allons à l'encontre d'une crise mondiale générale. La social-démocratie le conteste de toute son énergie. Elle croit que la solution de la question des réparations conduira à l'amélioration de la situation européenne. Voilà pourquoi il est nécessaire que nous nous occupions en détail de ces questions de politique économique, qui sont en rapport avec la question des réparations.

On essaya d'abord d'extorquer à l'Allemagne des réparations en monnaie étrangère. Mais cette tentative aboutit à l'écroulement de la monnaie allemande, ébranla le capitalisme allemand jusque dans ses profondeurs et fit surgir le danger ou d'une révolution prolétarienne ou d'une réaction nationaliste. Il apparut que la question des réparations est insoluble par cette voie. Mais elle n'était pas seulement une question économique, mais aussi une question de puissance. Par les conditions des réparations, l'Allemagne doit être éliminée comme Etat indépendant et devenir un objet des grandes puissances impérialistes.

Deux conceptions s'affrontèrent: premièrement, celle de l'industrie lourde française, qui tendait à annexer la Ruhr et la rive gauche du Rhin économiquement et politiquement, à la France, créer un centre de l'industrie lourde en Europe Occidentale et à établir l'hégémonie de la France, sur

le continent européen.

Cette conception de puissance politique fut très dangereuse pour l'Angleterre, car elle pouvait aboutir, outre la supériorité militaire, aussi à la supériorité économique de la France sur l'Angleterre. L'autre conception, celle de la Grande-Bretagne comprenait que la supériorité militaire momentanée de la France privait l'Angleterre de la possibilité de s'opposer par la violence aux projets impérialistes de la France. Voilà pourquoi l'Angleterre se contentait de pousser l'Allemagne contre la France et la France contre l'Allemagne, de les affaiblir simultanément pour pouvoir ensuite dicter ses conditions. Cette politique devait aboutir sur les points essentiels à la victoire de la politique anglaise, car bien que la France eût vaincu militairement dans le Ruhr, que la résistance passive s'écroulât prématurément grâce à la trahison de la bourgeoisie allemande, la France ne pouvait maintenir économiquement cette position. L'Angleterre voulait naturellement affaiblir aussi l'Allemagne. Dans le cas d'une réduction des charges des réparations, la bourgeoisie allemande devait faire en effet à l'industrie anglaise une formidable concurrence, la bourgeoisie allemande ayant pu se débarrasser de ses dettes intérieures pendant la période d'inflation.

Le rapport des experts constitue une tentative de la bourgeoisie alliée pour résoudre en commun la question des réparations. Il poursuit un double but : 1) empêcher la révolution prolétarienne ou une action de revanche nationaliste, laisser vivre la bourgeoisie allemande, mais 2) la laisser vivre de telle sorte que la bourgeoisie de l'Entente garde entre ses mains le contrôle de l'Allemagne afin d'empêcher une concurrence dangereuse de la bourgeoisie allemande. Ainsi l'Allemagne devient une colonie de la bourgeoisie alliée.

Politiquement la défaite de la politique française et la victoire de la politique anglo-américaine constitue une coalition qui va de Morgan à Paul Lévi pour empêcher la révolution prolétarienne.

Mais ce sera la condition la plus essentielle de l'assainissement qui fera défaut, l'Allemagne ne pouvant exporter sans une forte crise de l'économie anglaise et française les marchandises nécessaires au paiement des réparations. Je ne crois donc pas que l'espoir de Hilferding soit justifié.

Il est intéressant d'observer que ce sont justement les social-démocrates qui sont si optimistes. Et c'est naturel, la tâche des partis social-démocrates consistant à inciter les masses du prolétariat à renoncer aux moyens révolutionnaires. Cet optimisme n'est pas partagé par les milieux dirigeants économiques de l'Angleterre. Nous trouvons le plus noir pessimisme dans les affirmations des politiciens économiques dirigeants d'Angleterre. Parallèlement à ce pessimisme, nous voyons se ranimer en Angleterre, d'une part le malthusianisme et, d'autre part « l'émigration aux colonies ». D'autre part l'Amérique interdit cette dernière. Cela montre que la bourgeoisie des Etats-Unis elle-même n'espère pas que le relèvement se poursuivra de façon illimitée. Politiquement, cette interdiction de l'immigration constitue une coalition entre l'aristocratie ouvrière, les organisations fascistes et la grande bourgeoisie américaine afin d'écarter des éléments ouvriers révolutionnaires ou accessibles aux idées révolutionnaires.

La social-démocratie tire des conséquences pacifistes de l'interpénétration des intérêts de la bourgeoisie internationale. Elle croit que cette interpénétration est tellement avancée que toute guerre est impossible à l'avenir. Mais c'est aussi inexact que l'hypothèse de Norman Angell avant la guerre mondiale. Il ne faut pas surestimer cette interpénétration. Elle est encore loin d'être assez avancée pour surmonter les antagonismes d'intérêts.

Pour résumer nous pouvons indiquer les perspectives que voici pour les années 1924—1925 : de graves crises en Amérique et, en connexion avec elles, une aggravation de la situation économique

en Europe ; la possibilité objective de luttes prolétariennes aboutissant à des succès. Si nous ne réussissons pu à unir les masses ouvrières, à reconstruire le parti sur une base solide, gagner les paysans à notre cause, cette possibilité objective peut passer. Dans ce cas, le capitalisme pourrait surmonter passagèrement la crise aux dépens du prolétariat. Il appartient au prolétariat de profiter de la possibilité des luttes révolutionnaire pour empêcher cette seconde éventualité (*Applaudissements*).

6. 15 juillet 1924, n°44, pp. 462-463

Ce que la guerre a coûté

par *EUGENE VARGA*

L'extermination de populations a été le dommage le plus irréparable de la guerre. Le tableau suivant en donne une idée :

Pertes de vies humaines (en millions)

Pays	Population avant la guerre	Hommes mobilisés	Morts	Blessés	Prisonniers
Allemagne	65	13,250	1,887	4,248	0,773
Autriche-Hongrie	51	9,000	1,200	3,200	0,443
Turquie	23	-	0,437	0,308	0,104
Bulgarie	5	0,857	0,101	0,152	0,011
France	40	8,195	1,359	4,200	0,458
Colonies françaises	55		0,067		
Grande-Bretagne	45	9,496	0,744	1,683	0,065
Dominions et colonies	376		0,202	0,429	
Italie	35	5,615	0,507	0,950	1,359
Belgique	7,5	0,380	0,267	0,140	0,010
Roumanie	7,5	1,000	0,339	-	0,116
Serbie	3	0,150	0,707 ?	0,350 ?	0,100 ?
Grèce	4,6	0,353	0,015	0,040	0,040
Etats-Unis	91	3,800	0,107	0,246	0,005
Russie	166	-	2,758	4,950	2,500
Total			10,697		

Ce total des morts (10 697 000) nous l'empruntons à *l'Annuaire Officiel du Reich* pour 1923. Les hommes blessés plusieurs fois figurent autant de fois dans la colonne des blessés. Dans certains pays les disparus sont comptés avec les morts.

Ainsi plus de 10 000 000 d'hommes à la fleur de l'âge, en pleine capacité de travail, ont été fauchés. Ce nombre correspond à peu près à l'ensemble de la population mâle, valide, de la France. Ce nombre dépasse celui de la population totale de plusieurs pays d'Europe. Il est plus grand que celui de la population de Londres, plus grand que celui de la population réunie de Berlin et de Paris !

Pour inhumer côte à côte ces légions des morts il faudrait un cimetière de 100 kilomètres carrés.

Rien qu'en France il y a près de 1 900 000 mutilés ayant perdu plus de 10% de leur capacité au travail. Jusqu'à la fin de 1919, en France, 19 700 manchots et 24 900 culs-de-jattes avaient été pourvus de prothèses. Au total, dans les pays belligérants nous devons compter avec 150 000 manchots et 200 000 culs-de-jattes. Une cité de 350 000 mutilés. Fabuleuse cour des miracles !

En fait **de** grands blessés on compte en France : 3 000 hommes amputés de deux ou trois membres ; 20 000 cas de fracture de crâne ; 2 à 3 000 aveugles ; 3 à 4 000 anciens combattants défigurés. Chiffres incomplets. D'après le *Journal de la Société de Statistique de Paris* (1923, 4^e volume), 1 835 000 pensions avaient été accordées jusqu'en 1923 à des mutilés, 599 000 pensions à des veuves et à des orphelins et 871 000 à des personnes âgées privées de leurs soutiens.

La France aurait eu 1 349 000 morts et 600 000 mutilés. Supposé qu'un tiers seulement des mutilés perdent leur capacité totale de travail, la France a perdu au total environ 2 000 000 de travailleurs. Cette perte se répartirait ainsi : agriculture, 710 000 sur 2 636 000 ; industrie 387 000 sur 2 226 000 ; commerce 200 000 sur 1 230 000. Estimant à 2 000 francs au moins la valeur de la production annuelle d'un travailleur adulte, nous trouvons que la France a perdu un revenu annuel de plus de 4 milliards de francs-or, représentant environ le sixième de sa production annuelle d'avant-guerre et le double de ce quelle demande à l'Allemagne au titre de réparations.

La perte annuelle de l'ensemble des Etats belligérants calculée de même est de 30 milliards de francs-or au bas mot. Ainsi la perte de matériel humain est plus ruineuse que les dépenses de guerre.

Nous, n'avons pas compté la diminution du nombre de naissances, qui se fera sentir plus tard par le manque de main d'œuvre nouvelle.

Les frais de guerre ont été diversement évalués. La table suivante est dressée d'après les calculs de Findmann, les chiffres concernant le Japon ayant été empruntés à Bogardt. Pour éviter les répétitions, les sommes prêtées par un pays à un autre n'ont été inscrites que parmi les dépenses de l'emprunteur.

Frais de guerre

Pays	Richesse nationale	Revenu national	Frais de guerre
	(avant la guerre, en milliards de dollars)		(milliards de dollars)
Etats-Unis	200,0	35,0	23,159
Angleterre	70,5	11,0	33,421
France	58,5	6,0	31,324
Russie	60,0	6,5	26,522
Italie	22,8	4,5	15,636
Belgique	15,0	1,3	1,387
Japon	11,7	1,7	0,040
Allemagne	80,5	10,5	46,323

Autriche-Hongrie	40,0	3,8	24,858
Turquie	4,0	0,5	1,802
Bulgarie	4,0	0,5	0,732
Dominions britanniques	-	-	4,198
	567,0	80,8	259,362

259 milliards de dollars représentent 1 295 milliards de francs-or, chiffre dont il n'est pas facile de se représenter l'importance économique...

La richesse la plus grande de l'Allemagne est dans ses chemins de fer. Matériel et immeubles y compris, les experts alliés les ont estimés à 26 milliards de marks-or. Les sommes englouties par la guerre suffiraient donc à construire 40 fois tous les réseaux ferrés d'Allemagne !

En d'autres termes cette somme suffirait à la reconstruction complète de tous les chemins de fer du globe, y compris les grands travaux d'art, tunnels, ponts, etc. !

Pendant plusieurs années la guerre a englouti les revenus totaux de plusieurs pays belligérants.

A ces frais il faut ajouter ceux des dévastations. Les pertes de la propriété privée ont été évaluées par Bogardt à 30 milliards de dollars sur terre et à 63 milliards de dollars sur mer. Au total 184 milliards de francs-or.

Résumons :

1 Pertes permanentes annuelles :	30 milliards de fr.-or.
2. Pertes définitives uniques :	
a) frais de guerre	1 295 m lliards de fr.-or.
b) dévastations	184 milli <u>ards</u> de fr.-or.
[Total]	1 479 milliards de fr.-or.

N'entrent pas dans ces calculs les pertes dues à l'accroissement de mortalité des populations civiles et à la diminution de naissance, ni celles des neutres estimées par Bogardt à 1,75 milliards de dollars, ni enfin, la diminution de la production, cause d'après Bogardt d'un déficit de 45 milliards de dollars.

7. 26 juillet 1924, n°50, pp. 523-524.

Le V^e Congrès de l'Internationale Communiste

15^e séance

Moscou, 25 juin 1924 (soir)

Discours de clôture du débat sur le rapport de Varga

VARGA réplique : les débats ont été presque entièrement consacrés aux questions politiques ; un très petit nombre d'orateurs s'est occupé de la question économique, et encore ils ont parlé moins de la situation de fait que de la tendance, ce qui n'est pas judicieux, car la perspective ne saurait être découverte qu'après la mise en lumière des faits. On m'accuse de n'avoir pas fondé assez révolutionnairement mes conclusions : mais ni les faits sur lesquels je m'appuie, ni les conclusions que j'en tire ne sont faux.

Radek a trouvé des différences entre ma brochure, écrite en avril, et mon discours au congrès. Je dois remarquer que, précisément dans l'intervalle, de nouveaux faits sont apparus qui ont nécessité un approfondissement des perspectives. Chaque jour la crise s'aggrave en Amérique, en Allemagne, en Haute-Silésie et en Roumanie; en Angleterre même, la semaine dernière justement a marqué une recrudescence de chômage. C'est ce qui m'a déterminé à présenter dans mon rapport la crise capitaliste avec une nuance d'aggravation relativement à ma brochure.

Dunne m'impute une surestimation de la crise américaine. Or, les comptes-rendus bourgeois accusent eux-mêmes une diminution de production qui a atteint dans la métallurgie par exemple 30% en 2 mois. Je crois bien que jamais encore on n'a eu à enregistrer de crise aussi grave. Toutefois cette crise américaine revêt des aspects très spéciaux. Ordinairement chaque début de crise économique est accompagné d'une crise monétaire: mais ce n'est pas le cas présentement en Amérique. Le marché monétaire reste absolument normal. Le capitalisme surmonte la crise aux dépens du prolétariat, en réduisant la production et non les prix.

Wijnkoop a dit que l'Europe Centrale et les Balkans deviennent des colonies de l'Europe Occidentale. Cette conception est fautive. Il y a entre l'Angleterre et la France impérialistes une concurrence acharnée pour la domination de l'Europe. Les réparations ne sont au fond que cette question : l'Allemagne deviendra-t-elle une colonie de la France, de l'Angleterre ou bien de l'Amérique ? Il ne s'agit donc pas d'Europe occidentale ; il s'agit d'un corps-à-corps entre les grandes puissances impérialistes pour l'hégémonie en Europe Centrale. L'industrie lourde, les banques et le militarisme de France veulent une Allemagne démembrée comme avant 1870. Toute la guerre de la Ruhr s'est achevée par la victoire militaire des Français. La faiblesse économique de la France dont une preuve est la crise du franc, a cependant contraint sa bourgeoisie à renoncer aux fruits de sa victoire militaire et à se subordonner à la politique anglo-américaine.

C'est Dengel qui s'est occupé le plus en détail de mes thèses. Il a dit que la droite seule est d'accord avec elles : pourtant la délégation russe les a acceptées en principe. Il trouve leur tendance fautive. Il s'agit me semble-t-il, de savoir si un capitalisme « normal » peut se rétablir. Au cours de ces cinq dernières années, nous avons vu d'abord, immédiatement après la guerre, la bourgeoisie

reculer sur toute la ligne devant le prolétariat. Deux ans après, commençait l'offensive du capital. Mais les antagonismes se sont accentués au sein du capital : la décision des experts a été prononcée en faveur du petit groupe des plus gros capitalistes. Une grave crise agraire sévit sur le monde entier et il y a en Occident une crise spéciale déterminée par l'industrialisation des pays agricoles. Cependant, politiquement, le capitalisme s'est consolidé. Ce serait une utopie que de nier toute possibilité pour lui de surmonter la crise.

Dengel a déclaré que je suppose comme Kautsky, une époque superimpérialiste dans laquelle les contradictions du capitalisme sont si énormes qu'elles s'annihilent. Est-il possible que les antagonismes entre grandes puissances impérialistes cessent ? Oui, cela est possible. La guerre mondiale a supprimé trois grandes puissances sur sept : la Russie, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. On peut penser qu'au cours de la prochaine guerre une ou deux puissances seront de nouveau jetées pardessus bord et dégradées au niveau d'objets de la politique impérialiste. Il n'y a rien de contraire au marxisme à supposer qu'une seule puissance impérialiste ou l'impérialisme anglo-américain unifié puissent se soumettre le reste du monde de façon à rendre impossible toute guerre. Si Dengel entend le superimpérialisme de cette façon et nie sa possibilité, je ne lui donnerai jamais raison.

Dengel estime très dangereux pour l'I. C. d'accepter ce point de vue. Bien au contraire. Si une tendance du capitalisme à se raffermir est constatée, ce serait trahir les intérêts du prolétariat que de la taire, je ne veux pas dire que le capitalisme tend à s'assainir, mais je nie énergiquement que, si une telle perspective était là, il serait dangereux de l'enregistrer. Dengel appartient au nombre des antiléninistes de ce qu'on appelle la gauche allemande, bien qu'il se soit prononcé contre elle. On le voit par cette imputation de « volontarisme » : j'accorde, dit-il, une trop grande importance à la volonté de lutte du prolétariat. Mais ne serait-ce pas une contradiction de dire : Nous condamnons la droite pour n'avoir pas voulu combattre dans une situation révolutionnaire, et d'autre part, de me reprocher de souligner que la volonté de lutte du prolétariat est un facteur indispensable de sa victoire ?

Dengel voit une contradiction en ce que je parle d'une part de la tendance des pays capitalistes à s'isoler et d'autre part de l'enchevêtrement international des intérêts capitalistes. Il n'y a pas là la moindre contradiction. La bourgeoisie de chaque pays aspire à s'assurer le monopole du marché intérieur et s'entoure d'une haute barrière de douanes. Le capital étranger, qui jusque là avait livré telle ou telle marchandise à ce pays, réduit tout naturellement la production de ces articles.

L'organe théorique du parti allemand a publié ces derniers temps de nombreuses attaques contre moi. Elles se réduisent dans leur essence à me reprocher de n'avoir pas dressé une théorie de la période de crise aussi claire que celle du marxisme appliqué au capitalisme normal. Je dois relever que personne n'a encore bâti cette théorie. Marx et Engels avaient étudié 20 ans le capitalisme et seulement après 20 ans d'observation ils ont écrit leur « Capital ». Maintenant que le capitalisme s'est grandement compliqué, il est naturellement encore moins possible d'exiger une théorie improvisée. Les camarades qui me font des reproches n'ont rien donné de positif, pas la moindre tentative d'analyse réelle.

Permettez-moi pour finir de toucher une question dont il n'a pas du tout été parlé. Il y a cinq ans il y avait, outre la Russie, un autre pays fermement prolétarien : la Hongrie. La dictature prolétarienne en Hongrie a tenu 4 mois et demi. Or le prolétariat hongrois n'est pas représenté au Congrès. Il n'y a pas de parti communiste hongrois. Ce fait n'est pas dû à la carence de l'émigration ni à un mauvais fractionnement. Tout au contraire : il y a des fractions parce que nous n'avons pas

réussi à créer en Hongrie un mouvement communiste viable. C'est un fait qui mérite d'être soupesé, car il existe là-bas un fort mouvement ouvrier. Les syndicats hongrois sont les seuls au monde dont l'effectif ait augmenté ces trois dernières années. La vérité est que la dictature hongroise s'est faite avant la création organique d'un parti communiste. La bourgeoisie a senti ce que c'était que la dictature prolétarienne : aussi les persécutions de la réaction contre les communistes ont-elles acquis une violence particulière. La tâche du parti hongrois est exceptionnelle dans l'histoire ; après la dictature, reprendre par le commencement la création d'un parti communiste, à travers la terreur et l'illégalité. Le temps est venu d'aborder franchement cette question. Il serait bon que le Congrès charge l'Exécutif de faire un effort énergique pour surmonter les divergences de fractions au sein du parti hongrois.

Le mouvement ouvrier fondra ces fractions en un bloc ayant un seul et même but : poser les fondements d'un vrai parti communiste hongrois. Une fois ces premières mesures prises, les semences révolutionnaires laissées dans les masses par la dictature lèveront rapidement et le parti communiste hongrois acquerra la grandeur et la force qu'il a méritées par son passé (*Applaudissements*).

...

16^e Séance

Moscou, 27 juin 1924 (matin).

La parole est donnée à plusieurs orateurs pour des déclarations personnelles.

...

Varga — Mes remarques sur l'inexistence d'un parti communiste organisé en Hongrie avant la dictature ont provoqué un malentendu. Je ne veux pas nier l'importance du parti Hongrois dans la lutte pour la dictature. Le Parti hongrois s'est créé en automne 1918 et a fusionné avec le parti social-démocrate au moment de l'instauration de la dictature. Cette dernière a surtout été l'œuvre du parti communiste. Mais sa durée n'a pas été assez longue pour permettre la formation d'un parti illégal après l'écrasement de la dictature.

8.

L'Économie mondiale au 1^{er} semestre 1924

Aspects généraux.

par E. VARGA.

Nous nous efforcerons de donner dans cet article et ceux qui suivront un résumé des événements et tendances qui nous semblent être les plus marquants du premier semestre de 1924.

I. Crise économique aux Etats-Unis.

La crise économique aux Etats-Unis que, déjà il y a un an, nous avons attendue pour l'automne 1923, s'est déclarée avec une grande acuité au 2^e trimestre de l'année courante.

On peut de divers symptômes conclure que cette crise a été retardée par l'intervention consciente de certains groupes capitalistes. C'est une expérience acquise aux E. U. que si les élections présidentielles ont lieu dans une période de crise économique aigüe le parti gouvernant succombe toujours. Le faible développement de la conscience de classe et la puissance des illusions démocratiques l'expliquent. Il semble donc que divers groupes capitalistes ayant un intérêt à ce que le Parti républicain sorte victorieux des élections présidentielles aient entrepris de différer la crise par de grosses commandes et des investissements forcés (travaux de constructions, commandes de matériel roulant, etc). La prospérité économique au 1^{er} trimestre 1924 sort tout à fait du cadre du développement économique normal. Mais, avec ou sans intervention, il n'en reste pas moins vrai que dès la fin de mars une crise économique d'une gravité inattendue s'est abattue sur l'Amérique du Nord, crise qui n'a fait depuis que s'aggraver, réduisant de moitié la production d'importantes branches de l'industrie. L'espoir que la grande richesse des Etats-Unis dont le stock d'or ne cesse d'augmenter par un afflux quotidien de 1 million de dollars et la vigoureuse concentration de la production en organisations revêtant les diverses formes des monopoles industriels : cartels trusts, concessions, sauront empêcher la crise et assurer la marche ininterrompue de la production capitaliste, — cet espoir s'est avéré illusoire.

II. Les Etats-Unis et l'Europe.

Nous aurons l'occasion de nous occuper en détail de la crise américaine. Cette fois nous nous contentons d'en indiquer la répercussion sur la vie économique de l'Europe. La haute conjoncture en Amérique, au 1^{er} trimestre 1924, avait été, en ce qui concerne plusieurs catégories de marchandises, d'un effet salubre pour les exportations européennes. Telles marchandises de provenance européenne qui, auparavant, n'avaient pu être introduites aux Etats-Unis, y trouvèrent grâce aux besoins du marché une vente assurée. Cet état de choses a non seulement cessé au deuxième trimestre, mais encore les objets manufacturés, constituant l'excédent de la production en Amérique, affluent désormais sur le marché mondial et en partie sur le marché européen, aggravant par là la situation économique en Europe. Nous observons là un fait qui, du point de vue théorique nous semble important.

Considérant la vie économique des Etats-Unis comme le pivot de l'économie capitaliste

mondiale et le développement de la conjoncture américaine comme un fait déterminant pour toute la vie industrielle, nous devons constater que dans la période qui s'est terminée par la crise économique en Amérique l'économie européenne n'a pas connu de relèvement.

L'Europe subit l'effet de la crise générale du capitalisme à tel point qu'une phase de haute conjoncture n'a pas pu s'y produire.

III. Le déséquilibre de l'Europe.

Pour ce qui est de la vie économique européenne, la désorganisation du capitalisme dans la période indiquée s'est surtout révélée par le fait que presque chaque pays européen a sa conjoncture spéciale, que l'unité de la conjoncture telle qu'elle s'était constituée avant-guerre a fait complètement défaut. Un phénomène commun à la vie économique des pays d'Europe centrale et orientale, c'est l'énorme manque de capitaux et de crédits. C'est la région qui a le plus souffert pendant la guerre et que j'avais appelé ailleurs « domaine de sous-production ». La disette qui règne s'exprime actuellement ainsi : en Allemagne, Pologne et dans d'autres pays de l'Europe orientale, pays qui possèdent pour le moment une monnaie à cours stable, les prêteurs demandent des intérêts allant jusqu'à 180% par an. Les économistes bourgeois attribuant ce fait à la nécessité de provoquer artificiellement une disette de capitaux afin de sauvegarder la stabilité récemment acquise de la monnaie. Nous croyons pourtant que ce n'est là qu'une superficielle façon d'envisager les choses.

Il ne s'agit pas là de phénomènes de la circulation, mais du manque réel de « capitaux », c'est-à-dire de produits-valeurs accumulés, nécessaires pour assurer la marche et le développement de la production. Rien ne montre de façon plus convaincante la dislocation de l'économie capitaliste mondiale que ce fait : pendant que les pays d'Europe centrale et orientale subissent les contrecoups d'une disette catastrophique de capitaux et payent des intérêts fantastiques aux prêteurs de fonds, en Angleterre et aux Etats-Unis le taux de l'intérêt est minime. Il est en Amérique de 1% par an pour prêts journaliers et de 2,5—3,5% pour crédits à long terme. L'excédent de capitaux disponibles est énorme aux Etats-Unis ; mais l'Europe centrale et orientale ne peuvent en tirer aucun profit, car les capitalistes américains n'ont pas de confiance en la stabilité sociale du capitalisme sur le vieux continent.

IV. La France, l'Allemagne et le dollar

En Allemagne, l'année débute par une grave crise économique, consécutive à la stabilisation du cours de la monnaie, mais aussi par de fortes tendances à une amélioration. Ces tendances se maintiennent jusqu'à fin avril environ lorsque la situation commence de nouveau à empirer. Elle a continué jusqu'à ces jours derniers à s'aggraver.

En France nous observons d'abord une haute conjoncture de ventes, conséquence de la panique causée par la rapide dépréciation du franc ; ensuite, dans la seconde quinzaine de mars, par suite de la hausse accentuée du franc, un ralentissement des affaires menaçant d'aboutir à une crise qui, grâce à une nouvelle baisse du franc, ne se produit pourtant pas. En Angleterre, lente amélioration de la conjoncture jusqu'à fin mai environ lorsque la situation recommence à empirer. En Pologne, dès le mois de février, conséquence directe de la stabilisation de la monnaie, crise économique exceptionnellement grave à laquelle les dernières semaines apportent quelque atténuation. Bref : autant de pays, autant de situation différentes.

Dans cette diversité de conjonctures on distingue nettement une tendance générale qui fait

que la situation ne peut s'améliorer dans un pays qu'aux dépens d'un ou de plusieurs autres pays.

Au point de vue de la politique économique l'événement le plus important c'est sans doute l'intervention des Etats-Unis dans les affaires de l'Europe. C'était, ainsi que nous l'avons prédit à plusieurs reprises, la crise économique qui a fait triompher la tendance pro-européenne aux Etats-Unis. Tant qu'il sembla que la prospérité économique des Etats-Unis fut possible simultanément avec le chaos politique et économique en Europe, la politique antieuropéenne l'emporta en Amérique. Cette tendance avait même été consacrée par la législation américaine, les Etats-Unis ayant refusé de mettre leur signature au bas du traité de Versailles, de participer aux travaux de la commission des réparations, etc. Un résultat singulier de cette attitude des Etats-Unis c'est que lorsqu'ils se firent représenter à la conférence de Londres, par le ministre des Affaires étrangères Hugues et le ministre des finances Mellon, ces derniers durent adopter officiellement l'attitude de personnalités privées séjournant par hasard à Londres au moment de la conférence. Au moment même où les Etats-Unis interviennent dans les affaires européennes, leur prépondérance économique leur assure un rôle dirigeant dans le double domaine économique et politique. Quelques journaux français l'ont remarqué avec justesse. Les accords intervenus entre les présidents du conseil anglais et français ont été simplement déclarés par les banquiers américains nuls et non avenues. C'est, en effet, les banquiers et le gros capital américain qui ont dicté à Londres leur « solution » du problème des réparations.

V. Qui colonise l'Allemagne ?

Nous avons, il y a un an et demi, caractérisé comme capitale dans la lutte autour des réparations la question : *quel sera le pays qui fera de l'Allemagne sa colonie ?* Nous avons fait ressortir qu'il s'agissait de savoir si ce serait la France, à laquelle les forces économiques manquent pour entreprendre la colonisation totale de l'Allemagne, qui établirait de la façon traditionnelle sa domination sur ce pays (démembrement de l'Allemagne, occupation des provinces du Rhin et de la Ruhr, séparation de l'Allemagne du sud de l'Allemagne du nord) — ou l'Angleterre ou les Etats-Unis qui attireraient l'Allemagne dans leur sphère d'influence.

A cette époque déjà nous avons fait ressortir que l'Allemagne ne pouvant, en raison de la densité de sa population, vivre que grâce à l'exportation de produits industriels, produits par ses ouvriers spécialistes hautement qualifiés, ce n'est que par les Etats-Unis qu'elle pourrait être considérée comme un champ d'exploitation. Les Etats-Unis sont l'unique pays qui manque de main-d'œuvre qualifiée dans les périodes de haute conjoncture et qui, à raison du nombre insuffisant des naissances, soit obligés de recourir à la main-d'œuvre étrangère fournie par l'immigration pour développer toutes les possibilités économiques. Mais comme la bourgeoisie américaine craint l'immigration d'éléments qu'elle trouve suspects au point de vue politique, elle recherche une autre solution qui lui permet d'exploiter sur place les prolétaires européens. L'Allemagne devient une colonie des Etats-Unis.

VI. Le dollar règne sur la France

Et l'Allemagne n'est point seule. La France et, si l'on veut bien voir plus loin, tout le continent européen, seront tributaires de la suprématie économique des Etats-Unis. La faiblesse économique de la France s'est révélée au premier trimestre 1924 par la baisse désastreuse du franc. La France n'était pas à même de mener à bonne fin sa politique armée de réparations. Elle fut, pour échapper au sort de l'Allemagne, obligée de recourir à l'aide de la bourgeoisie américaine et anglaise.

On ne connaît pas, faute de documents publiés les conditions que les banquiers américain lui ont imposées. L'obtention ou éventuellement la prolongation des crédits américains étaient-elles pour la France liées à l'acceptation du projet Dawes qui fait passer l'Allemagne dans la sphère d'influence des Etats-Unis ? Nous ne pouvons le savoir.

Mais qu'un engagement de ce genre fut ou non contracté par la France, cela n'a pas d'importance pratique et ne saurait en rien modifier le rapport des forces économiques. Le fait que la France n'est plus en état de trouver chez elle les crédits nécessaires pour la reconstruction des régions dévastée, que les bourgeoisies anglaise et américaine, en refusant de prolonger leurs crédits ou insistant sur le règlement des dettes interalliées, peuvent quand bon leur semble amener une nouvelle chute irréparable du franc, ce fait suffit à faire passer la France sous la dépendance de la bourgeoisie américaine même sans engagement formel.

VII. Le plan Dawes

Le sens économique de la solution préparée par le rapport Dawes et les négociations à Londres est le suivant :

Les capitaux disponibles aux Etats-Unis doivent être envoyés en Europe où ils serviront à l'exploitation du prolétariat et, en premier lieu, du prolétariat allemand. Dans ce but il faut créer en Europe des placements américains. Cela veut dire que l'Allemagne et en partie la France, doivent être placées sous la tutelle politique et économique du capital américain. L'Allemagne ainsi qu'une colonie nouvelle sera dotée de tout un appareil de contrôle assurant la conservation et le service d'intérêts du capital investi. L'Allemagne doit être effectivement et formellement soumise à l'influence de l'impérialisme américain auquel elle servira de terrain d'exploitation. Le placement des capitaux américains en Allemagne n'a rien de commun avec les opérations de crédits usuelles entre deux Etats capitalistes égaux. *Les crédits accordés à l'Allemagne auront fonction de capital colonial et serviront d'instrument à l'expansion de l'impérialisme américain.*

VIII. Le Plan Dawes n'est pas une solution.

Cette solution ne peut pourtant être considérée comme définitive. Elle est riche de contradictions. L'Allemagne ne saurait offrir au capital américain les profits escomptés qu'en tant que pays industriel. Pour payer les annuités prévues par le projet Dawes au titre de réparations ainsi que les intérêts des placements américains, l'Allemagne devrait réaliser un excédent d'exportations se montant à 3 milliards de marks-or par an. Mais comme l'Allemagne ne peut exporter que des produits industriels dans la confection desquels entrent pour un pourcentage élevé des matières premières de provenance étrangère, elle devrait, pour payer les matières brutes importées, réaliser un excédent d'exportations se chiffrant non par 3 mais par 6 milliards de marks-or. Or, le processus d'industrialisation qui a eu lieu pendant et après la guerre dans les régions agraires et productrices de matières premières du globe, y compris bien entendu celles des Etats-Unis, eut pour effet de rétrécir sensiblement le marché mondial pour l'écoulement des produits industriels européens. On ne voit pas où l'Allemagne trouverait le marché pour écouler son excédent d'exportations représentant la valeur de 6 milliards de marks-or. L'industrialisation des pays qui se trouvent dans les autres parties du globe est la cause principale de la crise spéciale des pays industriels de l'Europe occidentale et centrale et qui se dégage de plus en plus de la crise générale de l'économie capitaliste mondiale. La crise des exportations industrielles en Angleterre en est une preuve irréfutable.

La contradiction que renferme la question des réparations : comment trouver pour les

prestations de l'Allemagne une forme qui ne porte pas préjudice aux capitalismes français et anglais, n'est pas éliminée par le projet Dawes.

Le projet vise : 1) à donner aux réparations une forme qui ne mette pas en danger l'existence du régime capitaliste en Allemagne (comme ce fut le cas en automne 1923).

2) à trouver pour les réparations une forme acceptable pour les capitalismes anglais et français, les dangers qui pourraient résulter des prestations en nature devant être éliminés. Le développement économique de l'Allemagne doit suivre une marche qui lui permet de s'acquitter de ses dettes de réparations, sans toutefois atteindre à un degré où l'industrie allemande pourrait sérieusement concurrencer l'industrie française et anglaise

Ce n'est pas le montant des réparations qui importe. Mais le contrôle économique, le maintien de l'Allemagne dans un état de complète dépendance vis-à-vis des pays vainqueurs. Mais si l'on veut arrêter artificiellement le développement économique de l'Allemagne, il reste à dire par quels moyens elle pourrait garantir les intérêts des placements américains.

IX. L'Europe va vers de nouvelles crises

Ainsi persistons-nous à opposer à l'opinion des économistes social-démocrates et bourgeois notre point de vue d'après lequel le projet Dawes, loin d'amener un essor général du capitalisme, ne fera qu'aggraver la crise spéciale de l'industrie des pays d'Europe occidentale. Notre dernier rapport (janvier 1924) s'est terminé par la conclusion suivante :

« Les négociations actuelles sur les réparations montreront si la bourgeoisie internationale est en état de concilier ses intérêts qui s'opposent les uns aux autres, si elle entreprendra la tentative d'organiser, sur une échelle internationale, une action d'assainissement du capitalisme européen. Si elle s'y décidait, il en résulterait dans quelques mois une crise gigantesque qui embrasserait tous les pays du capitalisme d'Europe centrale et occidentale. Nous ne devons pas oublier que l'amélioration relative de la conjoncture, en 1923, dans les pays limitrophes de l'Allemagne, n'était due qu'à l'arrêt de la production industrielle dans la Ruhr et qu'à la baisse de la production en Allemagne, en général. Si une action internationale d'assainissement faisait revivre la production en Allemagne, cela amènerait une crise de vente pour tout le capitalisme européen, crise qui provoquerait des luttes sociales des plus graves dans toute l'Europe. Il est très douteux que le capitalisme affaibli puisse supporter une nouvelle crise de cette envergure. »

Les événements qui se sont déroulés pendant les derniers deux mois semblent justifier notre point de vue. Le relèvement relativement peu important de la production en Allemagne a suffi à amener un changement défavorable dans la conjoncture des pays voisins (France, Belgique, Angleterre). Il semble que la crise américaine, se joignant à la crise chronique des pays industriels d'Europe, s'élargisse en une crise générale de l'économie capitaliste mondiale. Il se pourrait alors que la crise chronique de l'économie européenne se transformât également en une crise aigüe. Nous verrions le capitalisme, qui n'a pu profiter de la haute conjoncture américaine, subir les effets de la crise du capitalisme.

En terminant, notons encore un fait : la crise agraire mondiale s'est atténuée au cours des derniers mois. Nous reviendrons encore sur cette question.

9. 24 septembre 1924, n°67, pp. 728-730.

Quelques aspects économiques de l'économie mondiale au 1^{er} semestre 1924

par E. VARGA.

Après avoir tracé un tableau général de l'économie mondiale au 1^{er} semestre 1924, le camarade Varga étudie de plus près les phénomènes les plus importants. Voir l'article paru dans le N°67 de la C. I. du 24 septembre. La Réd.

1. Le chômage.

Le tableau suivant montre le pourcentage des chômeurs, par rapport au nombre des ouvriers syndiqués :

	Angleterre	Belgique	Hollande	Danemark	Suède	Norvège	Allemagne	Chômeurs partiels (Allemagne)
1923								
Novembre	10,5	2,7	13,9	11,4	1,1	9,5	23,4	47,3
Décembre	9,7	3,6	17,3	16,0	14,1	14,0	28,0	42,0
1924								
Janvier	8,9	3,7	22,7	21,0	13,6	9,1	26,5	23,4
Février	8,6	3,6	16,0	21,3	13,2	8,1	25,1	17,1
Mars	7,9	2,05	13,2	18,4	13,8	7,6	16,6	9,9
Avril	7,5	2,94	9,0	9,3	11,4	-	10,4	5,8
Mai	7,0	3,25	8,2	6,1	7,5	-	8,5	8,2
Juin	7,2	-	-	5,1	-	-	10,4	19,4

Sur le nombre des chômeurs aux Etats-Unis d'Amérique il n'existe pas de statistique officielle. D'après les chiffres fournis par le *Fédéral Reserve Board* nous pouvons évaluer à 3 millions le nombre des chômeurs dans ce pays. L'Allemagne continue à souffrir de la crise du chômage. Le nombre des chômeurs recevant des allocations accuse, jusqu'au 1^{er} juin, une diminution. A partir de cette date il recommence à augmenter et monte de 200 000 au 1^{er} juin à 276 000 au 15 juillet. Ces chiffres ne concernent que le territoire non-occupé et ne donnent que le nombre des sans-travail (chômeurs partiels non compris) recevant des allocations de l'Etat. Il

convient de remarquer à ce sujet que la victoire de la bourgeoisie allemande a eu pour conséquence de réduire fortement le nombre des personnes ayant droit aux allocations de chômage. Nous croyons être dans le vrai en évaluant à *un million* l'ensemble des chômeurs en Allemagne occupée et non-occupée. L'Angleterre en compte plus d'un million et si nous y ajoutons les autres pays, nous arrivons au chiffre de 7 — 10 millions de chômeurs, le même qui avait marqué le point culminant de la grande crise en 1921.

II. Les fluctuations du change

Le cours du change a été, en général, sujet à moins de fluctuations qu'en 1923. Nous observons depuis mars dernier une tendance à amélioration. Le tableau du mouvement des devises étrangères à New-York (moyenne mensuelle) et que nous donnons ci-dessous, le montre :

	Dollar	au pair	Janvier 1923	Janvier 1924	Avril 1924	Mai 1924	Juillet 1924
Suisse (francs)	100	19,30	18,80	17,81	17,60	17,80	18,17
Suède (couronne!)	100	26,80	26,86	26,20	26,40	26,50	26,62
Hollande (florins)	10	40,20	39,56	37,30	37,20	37,40	37,89
Angleterre (liv. ster.)	1	4,87	4,65	4,25	4,35	3,37	4,37
Espagne (pesetas)	100	19,30	15,66	12,74	13,64	13,83	13,28
Danemark (couronnes)	100	26,80	19,79	16,94	16,64	16,96	16,14
Norvège (couronnes)	100	26,80	18,66	14,08	13,79	13,88	13,44
France (francs)	100	19,30	6,68	4,67	6,16	5,98	5,09
Belgique (francs)	100	19,30	6,08	4,18	5,23	4,98	4,55
Italie (Lires)	100	19,30	4,88	4,34	4,44	4,46	4,31
Finlande (marks)	100	19,30	2,48	2,38	2,51	2,51	2,51 ⁷
Tchécoslovaquie (cour)	100	20,26	2,85	2,90	2,96	2,94	2,93
Yougoslavie (dinars)	100	19,30	51,94	49,93	51,88	50,55	43,08
Roumanie (lei)	10 000	19,30	51,94	49,93	51,88	50,55	43,08
Allemagne (marks).	10 000	2 382,00	--	0,22	0,22	0,22	0,23 ⁸
Hongrie (couronnes)	10 000	2 026,00	--	0,39	0,14	0,12	0,11
Pologne (mark.)	10 000	2 382,00	--	0,12	0,11	0,11 ⁹	--
Autriche (couronnes)	10 000	2 026,00	--	0,14	0,14	0,14	0,14

Le mouvement du franc français ne concorde pas avec la tendance générale du marché monétaire. La dépréciation de la monnaie française, qui avait commencé au dernier trimestre de 1923, a continué au 1^{er} trimestre de l'année courante, jusqu'au début de mars qui marqua le plus bas de la chute du franc dont le cours tomba à 16,6% de la valeur-or. La livre sterling fut cotée 120 francs.

⁷ [Notes de Varga explicitées] Pour la Finlande, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie et la Hongrie, le taux de change de juillet est celui du 3 juin.

⁸ Pour l'Allemagne, en 1924, le tableau donne la valeur en dollar d'un billion de mark-papier.

⁹ Pour la Pologne, en 1924, le tableau donne la valeur en dollar d'un million de marks polonais.

Sans une intervention internationale, le franc aurait inévitablement subi le sort du mark allemand. Grâce à cette intervention, il a rapidement recouvré 35% de sa valeur-or, atteignant ainsi un cours maximum inconnu depuis le début de 1923. A la fin d'avril dernier commença une nouvelle période de dépréciation, terminée par la stabilisation du cours du franc dans la proportion de 80 à 1 par rapport à la livre sterling.

Les faits qui avaient provoqué la chute du franc sont connus. Les moyens dont disposait le pays ne suffisaient plus à équilibrer le budget et surtout à couvrir les frais de la reconstruction des régions dévastées. L'Etat n'avait plus la faculté de placer les emprunts à court terme. La **majoration** des taxes et impôts s'est avérée, du temps de M. Poincaré, un expédient rendu inutile par la dépréciation même du franc.

On a dit, en France, que la chute du franc était l'œuvre de la spéculation étrangère. La crise ouverte par la hausse du franc à la Bourse de Berlin et surtout à celle de Vienne ne laisse subsister aucun doute sur l'action de la spéculation contre le franc. On se demande seulement si l'Amérique et l'Angleterre étaient étrangères à cette campagne contre le franc et si ce n'étaient pas elles qui en avaient pris l'initiative pour exercer une pression politique sur la France qu'il fallait amener à accepter le Plan Dawes. Faute d'une documentation suffisante nous n'osons répondre par l'affirmative. Il paraît néanmoins certain que l'intervention anglo-américaine, qui avait déterminé la hausse du franc à partir du 12 mars, a été le résultat d'un engagement pris par la France relativement au Plan Dawes. L'absence de preuves ne nous empêche pas de supposer que la chute vertigineuse du franc et la hausse rapide qui l'a suivie faisaient parties d'une manœuvre internationale du capital américain préparant la colonisation de l'Allemagne.

Un autre fait important que nous relevons dans le mouvement des devises étrangères concerne la *Pologne*. Ce pays a introduit une nouvelle unité monétaire, le *Zloty* (un franc-or) et retiré de la circulation le mark polonais. Grâce à cette réforme monétaire, la Pologne a une monnaie à cours stable. Les opérations financières qui ont abouti à la stabilisation du change polonais furent menées par la nouvelle Banque d'émission. La majeure partie des devises étrangères qui forment le capital de cette banque a été fournie par des souscripteurs polonais.

III. Crise de la navigation mondiale.

Après une légère amélioration au 1^{er} trimestre 1924, une crise de la navigation se fait remarquer, proportionnellement à la crise économique générale. Au 2^e trimestre, nous constatons une augmentation du tonnage inutilisé et une diminution des transports. La crise des transports a, naturellement, eu des répercussions sur la construction de navires et le tonnage mondial. C'est, abstraction faite des années de guerre, la première fois depuis l'existence du *Registre Lloyd* que le tonnage mondial accuse une diminution.

Les chiffres que voici sont très instructifs à cet égard :

Juin 1924.

	Bateaux à vapeur et à moteur	Voiliers	Ensemble
	Tonnage brut		
Grande-Bretagne	18 954 158	151 680	19 105 838
Autres pays	42 559 982	2 357 747	44 917 729
Total	61 514 140	2 509 427	64 023 567

Juin 1923.

	Bateaux à vapeur et à moteur	Voiliers	Ensemble
	Tonnage brut		
Grande-Bretagne	19 115 178	166 371	19 281 549
Autres pays	43 220 195	2 664 494	45 884 689
Total	62 335 373	2 830 865	65 166 238

Les pays dont la marine marchande a subi la plus grande diminution de tonnage sont les Etats-Unis (1 000 000 tonnes), la France (239 000 tonnes) et l'Italie (202 000 tonnes). Le tonnage a augmenté dans deux pays : en Allemagne de 364 000 tonnes et au Japon de 239 000 tonnes. La diminution du tonnage s'explique par le fait que nombre de navires d'anciens types ont été mis hors d'usage. Il convient de remarquer que, malgré la crise actuelle, le tonnage mondial, en juin dernier, était de beaucoup supérieur à celui de juin 1914.

En dépit de la situation où se trouve actuellement la navigation mondiale on constate, en Angleterre, une légère augmentation des constructions navales. Le tonnage total en construction y était de 1 373 000 tonnes en 31 mars 1924, contre 1 231 000 à fin décembre 1923. Par contre, on constate dans les autres pays une diminution du nombre des navires en chantier.

IV. Le mouvement des prix et l'exploitation des pays à change déprécié.

Le mouvement des prix pendant le 1^{er} semestre 1924 accuse fort peu de variations. Cela s'explique par la stabilité relative du change. Le tableau ci-dessous enregistre le mouvement des prix dans les pays les plus importants :

	Etats- Unis	Suède	Suisse	Japon	Angleterre	Danemark	France	Italie	Allemagne
Décembre	144	150	183	210	179	210	459	577	125
Janvier	143	152	183	211	182	223	495	571	117
Février	140	153	180	208	182	227	544	573	116
Mars	137	154	182	206	181	228	500	579	121
Avril	136	156	180	207	181	225	450	579	124
Mai	134	151	178	--	177	219	459	571	122
Juin	--	--	--	--	177	--	--	--	118
Juillet	--	--	--	--	--	--	--	--	113

La hausse considérable des prix en France, au printemps dernier, correspond à la baisse du franc à cette époque.

Le *Federal Reserve Board*, de Washington, a établi pour les principaux pays *l'index* des prix calculés en or. En prenant pour base la moyenne des prix en 1913 et que nous supposons égale à 100, nous arrivons par ce calcul au résultat suivant :

	Etats-Unis	Angleterre	France	Canada	Japon
Moyenne annuelle 1919	210	219	--	198	241
Moyenne annuelle 1920	239	233	187	223	242
Moyenne annuelle 1921	149	156	133	150	175
Moyenne annuelle 1922	158	150	136	147	175
Moyenne annuelle 1923	164	159	124	147	183
Janvier 1924	163	156	108	142	185
Février 1924	163	160	107	144	182
Mars 1924	160	158	117	143	172
Avril 1924	158	162	137	140	165

Ces chiffres nous apprennent d'abord que l'index au Japon est supérieur à celui des Etats-Unis, tandis qu'en Angleterre, au Canada et surtout en France il est inférieur. Nous observons en France le phénomène que nous avons constaté en Allemagne pendant la période de chute du mark : les prix-or sont plus bas sur le marché intérieur que sur le marché mondial. Cette circonstance caractérise la « conjoncture de liquidation ». On l'a vu avec une grande netteté en France, au 1^{er} trimestre 1924, lorsque les prix étaient d'un tiers plus bas qu'aux Etats-Unis. Ces chiffres exigent naturellement quelques réserves puisqu'ils sont le résultat d'une méthode de calcul qu'on ne saurait toujours appliquer avec succès à des pays autres que les Etats-Unis.

Nous trouvons dans la même statistique des données sur les différences de prix entre le marché intérieur et extérieur. Nous donnons les chiffres pour avril dernier :

	Etats-Unis	Angleterre	France	Canada	Japon
Produits du pays écoulés sur le marché intérieur	159	183	418	141	199
Produits importés	141	178	479	159	214
Produits exportés	182	188	433	130	198

Il ressort de ces chiffres que les pays à change déprécié vendent leurs produits à meilleur marché et *achètent plus cher*, tandis que les pays à change élevé vendent plus cher et *achètent à meilleur compte*. La France, par exemple, vend à beaucoup meilleur marché qu'elle n'achète à l'étranger. Avec les Etats-Unis c'est tout le contraire. *De cette manière les pays à change déprécié sont exploités par les pays à change élevé*, car pour la même somme d'argent ils livrent plus de produits, c'est-à-dire plus de journées de travail, qu'avant la guerre et plus qu'ils n'en reçoivent en échange.

10. 22 octobre 1924, n°72, pp. 797-798.

L'Allemagne au 1^{er} semestre 1924

par E. VARGA

I. La stabilisation du mark, cause et effet. - L'équilibre budgétaire

Contrairement aux prédictions, le mark allemand est resté stable cette année. Il est vrai qu'en mars, le dollar fut payé de 15 à 20% au-dessus de la parité, à la bourse noire. Mais, après la restriction des crédits de la Reichsbank, décrétée le 7 avril, la parité fut de nouveau rétablie. Dans les derniers mois, on est même arrivé à équilibrer l'offre et la demande des devises étrangères; la Reichsbank a pu enfin satisfaire les demandes.

D'où vient cette stabilisation ? Les finances de l'Etat ont été, durant cette période, en balance. Non seulement les revenus égalaient les dépenses, mais on a pu amortir une partie assez importante de titres de l'emprunt or.

Revenus de l'Etat en millions de marks-or

	Au total	Impôts sur les salaires	Impôts sur les revenus	Contributions générales sur les ventes	Recettes de la douane et impôts sur la consommation
Janvier	503	75	90	98	41
Février	418	64	66	103	63
Mars	595	71	88	113	73
Avril	524	79	71	156	93
Mai	519	88	73	135	93
Juin	472	96	55	126	94
	3 031				

Les recettes de l'Etat, dans les six premiers mois, ont produit un total de 3 milliards de marks-or. Le plan provisoire concernant les finances du Reich pour 1924, plan soumis par le gouvernement allemand à la Commission des Experts, prévoit 5 274 millions de revenus directs et indirects. Les revenus réels de l'Etat dépassent de beaucoup les prévisions. D'après les rapports officiels, publiés par décades, le gouvernement Allemand a amorti pour plus de 400 millions de bons du trésor-or.

Il est à considérer que l'Etat allemand n'a pas payé durant cette période de réparations et n'a pas indemnisé les industriels du Rhin des charges résultant des accords avec la M. I. C. U. M. Quand même, les finances du Reich resteront, à notre avis, en équilibre, bien que la Ruhr n'apporte que des contributions minimales.

II. Qui paie les impôts ?

Les impôts ont, il est vrai, augmenté d'une façon, qui n'alla pas sans protestations. Les associations les plus différentes des capitalistes ont protesté à maintes reprises, en même temps que le Landbund et les associations des paysans, contre l'élévation exagérée des contributions. Le député bavarois Schlittenbauer a même agité le spectre d'une révolte des paysans. On a cessé aussitôt d'exiger des paysans comme des cultivateurs le paiement du nouvel impôt sur les fortunes ; et, sous le prétexte qu'on s'était trompé dans l'estimation des contributions pour la défense nationale en 1913 — on leur a remboursé plusieurs millions d'impôts déjà payés...

Il saute aux yeux — voir le tableau ci-dessus — que la part du lion dans les revenus de l'Etat est fournie par les populations travailleuses et que cette part s'augmente de mois en mois. Les impôts sur les revenus de la bourgeoisie ont une tendance à la baisse, tandis que les impôts sur les salaires, sur la consommation et sur les affaires ont une tendance ascendante. De 472 millions de revenus de l'Etat en juin, 316 millions sont fournis par les trois impôts qui chargent particulièrement les prolétaires.

Notons que la stabilité du mark ne fut pas menacée dans ces six derniers mois par les finances de l'Etat.

III. Le passif de la balance commerciale

Tout autre est la situation quant aux transactions commerciales avec l'étranger. Ici nous constatons un passif énorme : un milliard et demi de marks-or. Cette somme se détaille par mois comme suit :

	Importations	Exportations	Excédent des importations
	(en millions de marks-or)		
1913: Moyenne par mois	933,84	849,88	— 83,06
1923: Moyenne par mois	506,78	506,60	— 0,18
1924: Janvier	567,13	431,02	— 136,11
Février	718,59	466,34	— 252,25
Mars	692,69	456,56	— 236,13
Avril	803,16	481,96	— 321,20
Mai	870,18	516,22	— 353,96
Juin	753,12	475,25	— 277,87

On a mis en doute en plusieurs occasions et non sans cause, la sincérité des chiffres du commerce d'exportation allemand. Le bureau officiel de statistique du Reich se réserve une échappatoire, quand il affirme que l'occupation du Rhin s'oppose à l'établissement d'une statistique exacte. Il faut aussi se rappeler que la statistique indiqua pour les années 1923 et 1924 un excédent d'importations de plusieurs milliards de marks, excédent qui après un calcul en marks-or disparut complètement. Nous affirmons pourtant que l'Allemagne a eu dans les six premiers mois de l'année un excédent considérable d'importations. Notre opinion est basée sur divers rapports spéciaux concernant les entrées et sorties de marchandises importantes, telles que charbon, peaux, cuirs, chaussures, textile, farine, lait et produit lactés, etc.

Comment le mark n'en a-t-il pas été ébranlé ? A notre avis, la différence fut comblée par les moyens suivants :

1) Par l'emploi partiel des valeurs et devises étrangères, qui s'étaient accumulées en Allemagne; valeurs devenues disponibles après la stabilisation. Nous rappelons que la quantité de ces devises étrangères a été évaluée à 3 milliards de marks-or.

2) Les capitaux allemands, oui se sont, les années antérieures, évadés à l'étranger, ont été contraints, par le manque de crédit, à rentrer, partiellement peut-être sous la forme de capitaux étrangers. Il y a lieu de croire que les capitaux hollandais entrés en Allemagne sous la forme de fondations de banques et de crédits, ne sont en réalité que des capitaux allemands précédemment évadés.

3) Les entreprises allemandes ont, après le relèvement de la suprématie politique et sociale de la bourgeoisie, par suite de l'énorme intérêt, reçu des crédits privés d'Angleterre et d'Amérique. Le déficit du commerce extérieur a ainsi été couvert. Bien entendu, ces moyens ne peuvent suffire que pour un temps assez court. Si le caractère passif du commerce allemand avec l'étranger se maintient, il amènera, dans un temps assez rapproché, une nouvelle dévalorisation.

IV. La politique de crédit de la Reichsbank

La stabilisation du mark n'a pu être réalisée que par une politique de crédit très sévère.

Les charges les plus importantes de la Reichsbank sont données par le tableau suivant :

	Marks-papier traites avances	Rentenmarks traites avances	Billets en circulation	Billets rentenmarks
	(en millions de marks-or)			
7 janvier	433	235	491	---
15 février	576	713	537	1 579
15 mars	645	943	614	1 986
15 avril	749	1 272	678	1 952
15 mai	825	1 246	764	2 050
14 juin	860	1 201	924	---

Le tableau nous montre une forte ascension des crédits accordés par la Reichsbank jusqu'au milieu d'avril, époque à laquelle on a sensiblement réduit la répartition des crédits dans la crainte d'une nouvelle dévalorisation du mark. Depuis ce temps, la somme des crédits reste à peu près invariable. La circulation des billets de banque est inférieure à trois milliards de marks-or, c'est-à-dire de beaucoup inférieure à celle d'avant-guerre. Prenons en considération que de grandes sommes de billets, émis par les villes, etc, et les coupons de l'emprunt-or qui ont servi de moyens de circulation, ont été retirés pendant cette période.

V. Essor et chute économiques

L'essor économique du 1^{er} septembre 1924 atteint son point culminant au mois de mai. Ici commence une aggravation sensible de la situation économique; elle s'impose sans changement durant les mois de juin et juillet. Cette évolution se constate le mieux dans les bureaux de

placements. Le nombre des chômeurs secourus se modifie comme suit :

	Chômeurs	Chômeurs partiels
1 Janvier	1 532 065	843 735
15 Janvier	1 587 494	626 643
1 Février	1 440 206	362 565
15 Février	1 307 035	251 550
1 Mars	1 172 646	151 407
15 Mars	988 752	90 133
1 Avril	712 483	---
15 Avril	476 000	---
1 Mai	307 000	---
15 Mai	210 000	---

Ces chiffres ne concernent que l'Allemagne non-occupée et les chômeurs recevant des allocations. Comme on le sait, la répartition des secours a été très réduite après le relèvement de la bourgeoisie, en automne 1923.

L'arrêt de l'essor économique provient du fait que l'Allemagne ne peut pas faire concurrence sur le marché mondial. Les prix de plusieurs marchandises allemandes sont plus élevés que les prix du marché mondial, ce que l'excédent des importations sur les exportations doit aussi nous faire admettre. Les économistes ne sont pas d'accord sur la cause de ce fait. En général, on se lamente sur les impôts excessifs et sur l'augmentation des tarifs des chemins de fer.

L'industrie manufacturière l'explique par l'augmentation du prix du combustible, par le renchérissement du fer, et la classe capitaliste — comme on s'y attendait — par les salaires trop élevés et le rendement trop réduit du travail. Outre ces causes, on doit encore mentionner la puissance d'achat amoindrie des populations rurales par suite de la crise agricole.

En tout cas, depuis mai, il y a en Allemagne une crise de consommation. Les suites ont été aggravées par le manque de capitaux et de crédits. De grandes entreprises comme la *Stahlwerke Becker* (Aciéries Becker) se sont effondrées ; le nombre des faillites est en augmentation.

VI. Le mouvement des prix. — Les « ciseaux »

Le mouvement des prix du gros commerce suit à peu près la marche des affaires. L'index du bureau officiel de statistiques nous donne, si nous admettons que 1913 égale 100, le tableau suivant :

1924	Novembre	139
1924	13 Janvier	122
1924	5 Février	114
1924	4 Mars	119
1924	1 Avril	122
1924	6 Mai	125
1924	3 Juin	118
1924	1 Juillet	113

L'évolution des autres indices des prix nous donne un tableau semblable. Or, nous devons faire remarquer ici les grandes différences existant entre les prix des produits industriels et ceux des produits agricoles; c'est la base même de la grande crise agraire actuelle. Les prix des céréales sont tombés au-dessous des prix d'avant-guerre. En outre, on a eu pendant ces six mois cette situation étrange que les prix du blé ont été moins élevés en Allemagne, pays importateur de céréales, que dans les pays exportateurs de blé. En fait, on a pendant ces six mois importé très peu de blés étrangers; encore l'importation se justifiait-elle par des contrats antérieurs. Les agrariens et les paysans refusaient de livrer leurs produits contre des marks-papier; les bureaux durent faire appel au blé étranger. Mais pendant les premiers six mois de 1914, la nécessité de se procurer des fonds pour le paiement des impôts, oblige les cultivateurs à jeter de grandes quantités de blés sur le marché; les prix tombent. Si on achète encore du blé à l'étranger c'est parce que les meuneries n'avaient pas les fonds disponibles nécessaires à des achats au comptant à l'intérieur.

Une autre cause de la diminution du prix des céréales c'est l'introduction, par suite de la baisse du franc, de grandes quantités de farine française vendue à des prix modérés en Allemagne Ouest et Sud.

Cette crise est renforcée par une forte baisse de la consommation à l'intérieur. La consommation de la viande — en 1913 de 49,5 kg par personne — s'est réduite, en 1923, à 23,4 kg. Et la situation déplorable de l'agriculture empire du fait des impôts nouveaux. Même si nous contestons les affirmations des diverses sociétés agricoles, d'après lesquelles les impôts surpasseraient les revenus, il faut reconnaître qu'en comparaison avec la période d'inflation, la situation des agriculteurs a empiré. D'après Herkner, les impôts s'élèvent à 45% du revenu, mais il ajoute que les charges doivent être moindres, ayant été supputées selon un rendement inférieur. Le manque de crédit a aggravé la situation agricole quoique la *Rentenbank*, sous l'influence des agrariens, comme ces derniers temps aussi la *Reichsbank*, soient intervenues.

Les agrariens allemands veulent un retour au système des tarifs protecteurs. Le gouvernement a déjà déclaré qu'il pense remettre en vigueur les droits de douane d'avant-guerre sur les vivres. Il est pourtant douteux que ce soit un remède. Les prix des vivres sont, en Allemagne, au moment où nous écrivons, au-dessous des prix du marché international; les tarifs resteraient sans effet. D'autre part, comme l'exportation des produits agricoles est permise, les prix intérieurs s'égalent bientôt à ceux des marchés internationaux. Les tarifs protecteurs ne pourraient atteindre le résultat cherché que si — comme avant la guerre — la production à l'intérieur ne suffisait pas à la consommation. Or, la consommation à l'intérieur s'est sensiblement amoindrie — effet de la misérable situation matérielle des prolétaires allemands — et la production à l'intérieur suffit à ce jour complètement à la demande. En raison de cet état de choses, les tarifs protecteurs ne pourraient modifier les prix à l'intérieur, que 1) si le prolétaire recommençait à consommer autant qu'en 1914; ou 2) si les produits de l'agriculture allemande diminuaient. Une tendance à cette dernière solution politico-économique se traduit dans la grande propriété par l'amoindrissement des surfaces cultivées, l'accroissement des pacages, pâturages et friches d'après-guerre

VII. Le manque de crédits et de capitaux

Depuis le nouvel an on constate un accroissement d'activité dans toutes les branches d'industrie travaillant pour les marchés intérieurs. Cette animation est due aux sommes importantes répandues avec magnanimité, en crédits, par la *Reichsbank* et par les crédits ouverts par la

Rentenbank à l'Etat et à l'industrie. Au commencement d'avril, une nouvelle inflation s'avère ; la bourse noire, comme nous l'avons dit, cote le dollar de 15 — 20% au-dessus du pair. Il est caractéristique qu'on ait offert en janvier les crédits, valorisés en *Rentenmarks* au taux de 2 — 2,5% et des crédits non-valorisés à 4,5% par mois.

La position prise par la presse capitaliste à la perspective d'une inflation nouvelle laisse deviner que les capitalistes ne le désiraient pas. L'inflation n'est un moyen d'enrichissement des capitalistes que tant qu'il y a possibilité d'exproprier les couches moyennes. Cette expropriation a ses limites et l'Allemagne y arrivait à peu près en août 1923.

Le grand capital étant opposé à une inflation nouvelle, celle-ci n'eut pas lieu. La *Reichsbank* limitait les crédits dès avril, ce qui amenait une crise financière qui eut son contrecoup sur la production.

Conséquence de la pénurie d'argent comptant, les intérêts augmentaient démesurément. On exigeait, en juin, les taux suivants :

Crédits à l'industrie :

Avances de la Reichsbank- - - - -	12% annuel [ou] 24 à 21 % annuel, couverture triple en effets.
Les mêmes, 1 à 3 mois- - - - -	36 à 24% annuel, couverture triple en effets. [ou] 2 à 3% mensuel.
Les mêmes, 1 à 3 mois, contre 1,5 à 3 fois couverture en effet à Berlin- - - - -	3 à 4 ^{1/2} % mensuel. [ou] 5 à 6% (exceptionnellement).
Les mêmes, en province- - - - -	7 à 7 ^{1/2} % mensuel.
Crédit en blanc des Grandes Banques, en compte courant, environ - - - - -	14% annuel + 1 ^{1/2} % provision par mois = 32% net annuel, parfois même 36%.

D'après un autre rapport (*Berliner Tagblatt*, 15 juillet 1924) les banques payaient entre elles, au mois d'avril, 51,2% annuel pour argent comptant ; à Francfort même, 78%. Pour les crédits mensuels valorisés on a payé, dans la période février juin 22%, jusqu'à 56% annuel.

Les institutions financières ont tellement exploité leurs débiteurs durant cette période qu'il faut remonter aux temps les plus primitifs du capitalisme pour en trouver des faits analogues. Les déposants touchaient 8 à 12% par an, alors que les Banques demandaient jusqu'à 60% et 100% par an.

(A suivre.)

11. 28 octobre 1924, n°73, pp. 814-815.

L'Allemagne au 1^{er} semestre 1924

(Fin)

VIII. L'appauvrissement de l'Allemagne

Il ne faut pas croire que le manque de crédits ait été l'effet du manque de monnaie en circulation et qu'une émission de bank-notes eût pu y mettre fin. Le manque de crédits et de capitaux est l'indice de l'appauvrissement de l'Allemagne. Cet appauvrissement déterminait avant la stabilisation le fléchissement rapide du mark ; elle se révèle maintenant par le manque des crédits et de capitaux. L'Allemagne n'a le choix qu'entre une nouvelle inflation et la crise permanente du crédit, la disette de capitaux. Il est extrêmement caractéristique à constater qu'avant la guerre les sommes déposées dans les établissements financiers s'élevaient à 20 milliards de marks-or, tandis qu'aujourd'hui et malgré que la thésaurisation ait recommencé après la stabilisation du mark, la somme entière des épargnes déposées n'est plus que de 250 à 270 millions de marks-or. La restriction des crédits a pour le moment enrayé le danger d'une nouvelle inflation. Mais elle coûte cher. Les faillites sont à l'ordre du jour. Quand on doit payer 50 à 30% les capitaux employés, plus un impôt sur le chiffre d'affaires de 2^{1/2}%, plus une série d'autres impôts sur la production ; quand les matières premières les plus importantes, comme le charbon et le fer, sont au prix fort par suite des accords avec la M. I. C. U. M., doit-on s'étonner que la production allemande soit inapte à la concurrence sur le marché international malgré les salaires les plus bas ? L'économie allemande est dans un cercle vicieux. Pour soutenir le mark on prend des mesures qui renchérissent la production et ôtent à l'industrie la possibilité de faire concurrence sur les marchés internationaux. D'où l'augmentation des prix à l'intérieur, l'importation des produits étrangers et un bilan passif qui risque d'amener un nouveau fléchissement du mark. Le salut ne pourrait venir que d'un afflux de capitaux étrangers. C'est la raison pour laquelle les capitalistes allemands ont accepté — malgré les simagrées nationalistes — le plan Dawes. La crise de l'Allemagne ne peut donc être considérée isolément, elle fait partie de la grande crise du capitalisme mondial.

IX. La condition des ouvriers

Les capitalistes ont réussi à diminuer les salaires et à prolonger la journée de travail. Les salaires n'ont pas subi de modification sensible durant le 1^{er} semestre 1924. D'après la statistique officielle, les ouvriers mineurs, les ouvriers en bois, les métallurgistes, les textiles, les imprimeurs et les ouvriers des entreprises de l'Etat gagnaient au mois d'avril 1924, en moyenne, par journée de travail prolongée :

ouvriers qualifiés. . . : 78,6% sur les salaires d'avant-guerre.

manœuvres : 90,2% sur les salaires d'avant-guerre.

Pour le minimum de temps de travail :

ouvriers qualifiés. . . : 75%

manœuvres : 86,2%

Les salaires sont donc, d'après cette comparaison, de 23 à 14% au-dessous des salaires d'avant-guerre. Comme les salaires des ouvriers allemands étaient avant la guerre bien au-dessous des salaires des travailleurs anglais, français et américains, on comprendra le malaise des capitalistes français et anglais.

L'A. D. G. B. a fait du 12 au 15 avril une enquête sur la durée du travail dans les entreprises les plus importantes. L'enquête a touché 46 122 entreprises, et 2,5 millions de travailleurs occupés. Ses résultats suffiront à illustrer la situation générale. Les ouvriers travaillaient dans ces entreprises : 45,3% jusqu'à 48 heures par semaine ; 54,7%, plus que 48 heures ; de ces derniers 13% plus que 54 heures. Dans le détail : ont travaillé plus de 48 heures : 83,9% dans les industries textiles, 63,5% dans la métallurgie. Dans cette dernière industrie, 21,1% plus de 54 heures. Il est à noter que les mineurs n'ont pas été examinés au cours de l'enquête. La bourgeoisie a donc parfaitement su exploiter sa victoire sur les ouvriers. A une époque où un million d'ouvriers chôment, les autres travaillent en majorité plus de huit heures, dans la métallurgie 9 et 10 heures par jour et plus.

Dans la métallurgie on constate une tendance chez le patronat au retour au statut d'avant-guerre vis-à-vis des syndicats, c'est-à-dire à la non-reconnaissance pure et simple des syndicats. Les syndicats allemands sont en fait impuissants vis-à-vis de la métallurgie trustée, surtout dans la période de crise, où la suspension de la production ne contrariait aucunement les capitalistes. Il devient de plus en plus clair que les méthodes traditionnelles de luttes syndicales, qui se basent sur l'idée que les dommages produits par une suspension de la production sont plus élevés que le préjudice d'une augmentation des salaires, doivent être profondément révisées. La défense des intérêts des ouvriers doit aujourd'hui nous mener directement aux luttes politiques des classes.

* * *

La Pologne au I^{er} semestre 1924

Le zloty. - Les « Ciseaux ». La crise industrielle en Haute-Silésie et à Lodz. — Le problème de l'exportation de la houille.

par EUGENE VARGA

Au 1^{er} semestre 1924 la situation en Pologne ressemble fort à celle de l'Allemagne. Même stabilisation du change, grâce à une unité monétaire nouvelle, le franc-or ou zloty (1 zloty valant 1,8 millions de marks polonais). La stabilisation s'est effectuée par une loi, comme en Allemagne. L'action s'est produite au mois de janvier. Dès lors, le change polonais reste ferme et on le cote à l'étranger au pair de l'or.

Comme en Allemagne, la stabilisation a été suivie d'un accroissement sensible de la circulation de l'or. D'après *l'Economist* anglais la valeur totale du papier polonais en circulation avant la stabilisation ne s'élevait pas au-dessus de 75 millions de francs-or. Elle monta au mois de mai à 374 et, au 30 juin, à 439 millions de francs-or. Une Banque Centrale d'Emission a été créée. Il est caractéristique que les fonds, d'une valeur de 100 millions de francs-or, lui furent en majorité fournis par des capitalistes polonais, quoique les versements dussent s'effectuer en or ou en devises étrangères. Cela prouve que, tout comme en Allemagne, les devises étrangères avaient remplacé en Pologne le mark déprécié — et réservé aux pauvres.

On a tenté de mettre de l'ordre dans les finances de l'Etat. Pour la première fois, le ministre des finances, Grabski, a arrêté un budget en règle qui prévoit 1 422 millions de francs-or de rentrées et 1 582 millions de dépenses. Le déficit est minime, en comparaison avec celui du temps de l'inflation. L'assainissement des finances est rendu possible par un prélèvement sur le capital, dont on espère 1 000 millions de francs-or, à couvrir par tiers en trois années.

Malgré l'accumulation des fonds en circulation, on a connu bientôt, tout comme en Allemagne, le manque d'argent, la crise du crédit et, par voie de conséquence, la grande crise industrielle. Le taux de l'intérêt varie actuellement entre 8 et 12% et va jusqu'à 15% par mois.

Il y a chômage et crise industrielle dans presque toutes les industries. Les charges de la production d'un tonne de charbon s'élèvent à 2,5 dollars tandis que, avant la guerre, ils ne s'élevaient qu'à 0,9 dollar. On s'efforce en Pologne, tout comme en Allemagne, de diminuer les salaires et de prolonger la durée du travail.

La crise se fait surtout sentir dans l'agriculture, dans la métallurgie de la Haute-Silésie et dans l'industrie textile de Lodz. La différence des prix des produits industriels et agricoles se fait sentir comme en Allemagne. D'après un article de *l'Industrie und Handels-Zeitung* du 21 février, les prix des céréales étaient les suivants, en marks-or par 100 kgs :

blé	15,42
seigle	11,20
avoine	11,86

donc bien au-dessus des prix d'avant-guerre et au-dessous des prix des autres marchés mondiaux. L'agriculteur ne pouvait acheter, au maximum, que 50 à 75% des articles manufacturés qu'il pouvait obtenir pour une unité de seigle en temps de paix.

La situation dans la métallurgie de la Haute-Silésie est devenue critique, ce territoire ayant toujours dépendu du marché allemand. Par suite de la suspension de la production dans la Ruhr, les charbons et les fers de la Haute-Silésie se sont bien vendus en Allemagne. Les articles en fer demi-travaillés qui sont les produits les plus importants de la Haute-Silésie ont été écoulés, en Allemagne, dans la proportion de 64% ; et le reste, en Haute-Silésie Allemande, 25%, en Haute-Silésie Polonaise 9,1%, et 2,2% seulement en Pologne même. Les usines qui achèvent les articles en fer travaillent également en premier lieu pour ces territoires et dans la proportion de 15% seulement pour la Pologne. Les mêmes difficultés se représentent dans la production du charbon. Le Commissaire aux Combustibles du Reich a restreint dernièrement l'importation des charbons polonais et haut-silésiens en Allemagne à 500 000 tonnes par mois. Avant la guerre le même territoire exportait plus d'un million de tonnes. Il est curieux de noter que l'association des mineurs et fondeurs de Kattowitz, qui est une association de capitalistes chauvins, a demandé au gouvernement polonais d'exercer une pression sur le Reich pour qu'il autorise l'entrée en Allemagne d'autant de charbon qu'avant la guerre, en vertu du traité de Versailles.

Dans la situation de l'Allemagne, il est douteux que cette quantité (1 000 000 de t.) puisse y être placée, surtout si l'on retient le prix élevé du charbon de la Haute-Silésie.

La crise a également créé une situation difficile à l'industrie textile de Lodz. Cette industrie

vit d'ailleurs une crise chronique qui s'interrompt seulement dans la période d'inflation. Lodz avait son marché en Russie ; mais l'évolution de l'industrie textile russe le lui a fait perdre. Trouver un autre marché dans la crise mondiale est presque impossible. Or, le manque d'argent... est tel qu'on vend les produits textiles de Lodz au-dessous du prix de la production... Les revendeurs, qui paient pour l'argent 12% et plus par mois placent les marchandises chez les petits commerçants nécessaires, forcés par le besoin de hausser chaque jour leurs prix; de sorte que les prix du haut commerce baissent chaque jour alors que les prix du petit commerce montent.

La situation actuelle à Lodz est la suivante : dans la confection et le tricotage on ne travaille que deux ou trois jours par semaine ; quelques manufactures et des plus grandes ont fermé définitivement. Un grand nombre de traites en blanc ont été protestées. (Juin 24.)

La cherté de la vie est grande malgré la crise agraire et les bas prix des céréales. Varsovie est comptée aujourd'hui parmi les villes les plus chères. L'industrie est défendue contre la concurrence étrangère par des tarifs douaniers très élevés. Ces tarifs majorent de 65% le prix des tissus, de 43% ceux des chaussures, de 75% ceux des savons. Etc.

Nous ne disposons pas de chiffres précis sur le chômage. Les statistiques officielles polonaises sur les chômeurs secourus ne nous semblent pas croyables. Ils mentionnent, pour mars, 110 000 chômeurs et pour juin 95 000, chiffres dérisoires si on les rapproche des dépêches annonçant des fermetures d'établissements industriels en Haute-Silésie et à Lodz.

Pour remédier au manque de capitaux, appel a été fait aux capitaux étrangers, mais les résultats n'ont été que partiels et il a fallu payer des taux extrêmement élevés. La Banca Commerciale italienne a consenti un prêt de cent millions de zloty au cours 89 et à 7%, emprunt garanti par la régie des tabacs. L'emprunteur s'est en outre obligé d'effectuer ses achats à l'étranger par l'intermédiaire de la banque italienne. On peut donc estimer le taux réel de cet emprunt au-dessus de 12%.

La crise de l'économie polonaise, comme celle de l'économie allemande, ne pourrait être résolue que par un assainissement du capitalisme mondial ; car la métallurgie de la Haute-Silésie et le textile de Lodz ont absolument besoin du marché étranger. Dans le cas contraire on peut prévoir que le déficit de la balance commerciale augmentera de mois en mois et finira par amener au fléchissement du *zloty*.

12. 26 novembre 1924, n°78, pp. 880-882.

L'économie mondiale au troisième trimestre 1924

par E. VARGA.

I. Aspects généraux. L'impérialisme américain

La crise aux Etats-Unis d'Amérique a marqué au mois de juillet son plus haut point. En août et en septembre, on constate déjà une certaine amélioration, mais on ne peut encore distinguer s'il s'agit là d'un essor durable ou d'une légère amélioration.

En Allemagne, la conjoncture a continué à empirer. Faibles symptômes d'amélioration en septembre.

En Angleterre, la situation n'a fait qu'empirer, ce qui se traduit par un accroissement inattendu du nombre des chômeurs. Dans les autres pays, sauf la Pologne et la Tchécoslovaquie où la crise économique n'a pas diminué, la bonne conjoncture a continué pendant le troisième trimestre 1924.

Les faits les plus importants de cette période sont les suivants :

On constate dans tous les pays la disparition des « ciseaux ». Pendant les derniers trois mois, les prix des céréales n'ont cessé de monter. Un mouvement des prix analogue s'observe en ce qui concerne les autres produits alimentaires : viande, graisse, Lait, etc. La raison de ce phénomène est la récolte déficitaire dans l'hémisphère nord. Remarquons tout de suite que la hausse générale des prix de produits agricoles n'écarterait pas définitivement la crise agraire. Tout indique que nous sommes en présence de phénomènes passagers, dont la durée est limitée à un ou deux ans, ou même à un laps de temps plus court encore.

Si nous faisons abstraction de la Russie, qui a seulement commencé dans les années 1923 et 1924 à exercer une influence sur le mouvement des prix, mais qui est, à cause de sa mauvaise récolte, presque complètement écartée pour cette année économique du marché agraire mondial, nous constatons que la récolte dans l'hémisphère nord, tout en étant inférieure à la récolte de 1923, ne l'est pas à la moyenne des récoltes de 1918 — 1922. La consommation de produits alimentaires n'ayant pas sensiblement augmenté, les prix élevés des céréales ont incité les producteurs ruraux à accroître la surface ensemencée (on constate aux Etats-Unis d'Amérique une augmentation de 7,5% de la surface ensemencée sur 1923), et la Russie devant être l'année prochaine en mesure de jeter sur le marché mondial une grande quantité de blé, on peut prévoir que les prix des produits agricoles baisseront forcément dans un temps qui n'est pas très éloigné et que les « ciseaux » disparaîtront. Ainsi la récolte déficitaire n'a fait qu'interrompre la crise agraire pour une période relativement courte.

Un fait très remarquable et dont on conçoit toute l'importance : pendant que toutes les autres parties de l'hémisphère nord ont à se plaindre d'une récolte déficitaire, la récolte aux Etats-Unis, sauf celle de maïs, a été supérieure à celle de 1923. Ce fait, surtout si l'on considère les prix élevés des céréales, contribue à augmenter encore la prépondérance économique des Etats-Unis. Les pays importateurs européens sont obligés de s'adresser au marché américain. Les Etats-Unis continuent à s'enrichir aux dépens de l'Europe.

L'amélioration de la situation aux Etats-Unis d'Amérique est consécutive à la mauvaise récolte mondiale. Les prix élevés des produits alimentaires fournissent aux farmers américains, pour la première fois après une crise de plusieurs années, les moyens de régler leurs dettes des mauvaises années et de reparaître en qualité d'acheteurs sur le marché industriel. La récolte de coton, sensiblement meilleure que les années précédentes, et les meilleures conditions de vente améliorent la situation des producteurs de coton. Aussi nous semble-t-il que, bien qu'on ne puisse encore parler d'une amélioration durable de la conjoncture en Amérique, l'économie américaine ne retombera plus, au cours de cette année, au point où elle en était en juillet.

Un autre fait non moins important qu'il faut noter, c'est que le Plan Dawes n'a pas encore apporté de solution au problème des réparations, on pourrait naturellement objecter que la mise en œuvre du Plan Dawes vient seulement de commencer. L'Allemagne n'a pas encore touché l'emprunt extérieur et l'évacuation de la Ruhr se fait encore attendre. En dépit de cela, une constatation s'impose : le point de vue soutenu surtout par les réformistes allemands et anglais, d'après lequel il suffirait de mettre, par le règlement de la question des réparations, un terme à l'instabilité politique de l'Europe, pour donner à l'économie mondiale un nouvel essor, s'est avéré complètement erroné. Bien que trois mois se soient déjà écoulés depuis l'adoption du Plan Dawes, il ne peut encore être question d'une amélioration de la situation économique de l'Europe. Les antagonismes politiques résultant des rivalités des puissances impérialistes, n'ont pas disparu ; ils n'ont fait que changer de forme et se manifestent actuellement dans la question du transfert à l'étranger des paiements de réparations allemands, ainsi qu'au cours des négociations des traités de commerce.

Les Etats-Unis semblent disposés à préparer des Plans Dawes pour la France et la Russie. La prépondérance économique de l'Amérique la rend également très forte dans le domaine militaire¹⁰. Le pacifisme actuel des puissances impérialistes s'explique du fait qu'elles sont rassasiées de conquêtes ou se sentent actuellement trop faibles pour affronter la lutte avec les Etats-Unis. Elles sont obligées d'essayer sans broncher les provocations des Etats-Unis¹¹. La prépondérance économique et politique des Etats-Unis se fait de plus en plus sentir. A la conférence de Londres les financiers américains ont dicté leurs conditions. Ils se sont assurés de beaux profits et ont obligé la France de souscrire une partie de l'emprunt Dawes. Ils ont aussi élaboré un Plan Dawes, à la manière Dawes, pour la France.

La France est, en effet, économiquement aussi assujettie aux Etats-Unis que l'Allemagne. Nous lisons dans l'*Information financière*, du 16 septembre 1924, les -lignes suivantes :

« Séduits par le succès du Plan Dawes, les Etats-Unis ne se donnent même pas la peine de dissimuler leur intention de turquifier l'Europe dans leur intérêt politique, de lui imposer leur monnaie, de dominer le marché financier européen, en envoyant en Europe leurs banquiers qui, comme des proconsuls du capital américain, y exerceront un contrôle sur les banques et les gouvernements. »

Les Etats-Unis ont des visées sur la Russie. L'Allemagne devra leur servir de colonie

¹⁰ Les inventions militaires se multiplient aux Etats-Unis. On y a construit des pièces d'artillerie lourde d'une portée de 217 kms. Destinées à la défense des côtes américaines. On a fait des essais d'un nouveau gaz qui, répandu par des avions sur les positions ennemies, immobiliserait tout être vivant pendant 24 heures.

¹¹ Les Etats-Unis ont, par exemple, augmenté la portée des pièces d'artillerie dans leur marine de guerre sans tenir compte des objections de l'Angleterre démontrant que ces mesures étaient contraires aux stipulations de la Convention de Washington.

industrielle. Placée sous le contrôle militaire permanent de la S. d. N., l'industrie lourde allemande ne présente aucun danger au point de vue militaire. Quant à la Russie, elle devrait, dans la pensée des banquiers américains, fournir des matières premières à l'industrie allemande. C'est ainsi que les Etats-Unis veulent l'empêcher de développer son industrie propre, espérant l'empêcher de devenir un adversaire militairement redoutable.

Les Etats-Unis ont enfin des visées impérialistes sur la Chine, où ils combattent l'influence bolchévique si en progrès dans toute l'Asie.

Le mouvement des changes.

Le procès de stabilisation du cours des devises, que nous avons constaté pour le premier semestre 1924, a continué au troisième trimestre. L'indice du dollar exprimant, par rapport au dollar, la valeur des devises étrangères au cours nominal de 100 cents, a été

de 62 cents	en mai
" 60 "	en juin
" 59 "	en juillet
" 62 "	en août

Le tableau suivant montre le mouvement des devises en Bourse de New-York en moyenne mensuelle :

	Dollar	au pair	Juillet 1923	Janvier 1924	Juillet 1924	Aout 1924	22 sept. 1924
Suisse (francs)	100	19,30	17,57	17,81	18,19	18,81	18,94
Suède (couronnes)	100	26,80	26,53	26,20	26,58	26,59	26,63
Hollande (florins)	10	40,20	39,34	37,30	37,92	38,77	38,55
Angleterre (livres sterling)	1	4,87	4,58	4,25	4,37	4,50	4,46
Espagne (pesetas)	100	19,30	14,30	12,74	13,31	13,40	13,34
Danemark (couronnes)	100	26,80	17,54	16,94	16,04	16,19	17,10
Norvège (couronnes)	100	26,80	16,21	14,08	13,42	13,84	13,81
France (francs)	100	19,30	5,89	4,67	5,12	5,46	5,29
Belgique (francs)	100	19,30	4,89	4,18	4,56	5,02	4,94
Italie (lires)	100	19,30	4,30	4,34	4,30	4,44	4,39
Finlande (marks)	100	19,30	2,77	2,38	2,51	2,52	2,52
Tchécoslovaquie (couronnes)	100	20,26	3,00	2,90	2,95	2,98	2,99
Yougoslavie (dinars)	100	19,30	1,07	--	1,19	1,24	1,41
Roumanie (leis)	10 000	19,30	52,00	49,93	43,00	46,00	51,00
Allemagne (billions de marks).	100	23,82	-- 1)	22,0	23,8	23,8	28,8
Hongrie (couronnes)	1000	2 026	1,00	0,39	0,12	0,13	0,135
Pologne (zlotys)	100	19,30	-- 2)	--	19,29	19,25	19,25
Autriche (couronnes)	10 000	2 026	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14

1) 10 000 marks allemands = 0,005 [dollars]

2) 1 000 marks polonais = 0,07 [dollars]

On constate une légère amélioration des valutas [devises] européennes. Vu la nécessité pour l'Europe d'importer, des Etats-Unis, de grosses quantités de blé il est fort douteux que cette amélioration soit de longue durée. Il convient de noter la stabilisation des monnaies allemande, polonaise, et autrichienne.

Le mouvement des prix.

En raison de la stabilité de la monnaie et de l'incertitude de la conjoncture, le mouvement des prix est à peu près stationnaire. On n'a, en effet, à enregistrer que très peu de changement, puisque les indices des prix, que nous ne connaissons que jusqu'à la fin août, ne tiennent pas encore compte de la hausse des prix des produits alimentaires. Mais cette hausse est en partie compensée par la réduction des prix de la houille, du fer et des produits de l'industrie lourde. Le tableau suivant montre le développement de l'indice du commerce de gros en comparaison avec l'indice de 1913 — 1914 supposé 100 :

	Etats-Unis	Suède	Suisse	Japon	Angleterre	Danemark	France	Italie	Allemagne	Pologne	Union Soviétique
Juillet 1923	139	157	175	193	155	207	407	566	89	--	--
Janvier 1924	142	152	183	211	173	223	495	571	117	--	181
Mars	137	154	182	206	172	228	500	579	121	--	161
Mai	134	151	178	205	168	219	459	571	122	104	150
Juin	133	149	173	199	168	220	466	566	116	101	155
Juillet	137	148	171	--	173	233	481	567	115	102	164
Août	139	152	170	--	171	231	477	572	120	109	--
Septembre	--	--	--	--	--	--	--	--	122	--	--
14 octobre	--	--	--	--	--	--	--	--	123	--	--

Il est intéressant de noter la hausse considérable des prix en Allemagne, en dépit de la mauvaise conjoncture. Ainsi se traduit en Allemagne l'effet, de la hausse des prix des céréales, plus considérable qu'ailleurs.

Le tableau suivant montre le développement, des prix-or du commerce de gros, en comparaison à 1913 :

	Etats-Unis	Japon	Angleterre	France	Canada	Allemagne
Août 1923	159	176	154	115	146	--
Mars 1924	160	172	158	117	143	121
Avril	158	165	162	137	140	124
Mai	156	161	158	128	141	122
Juin	154	156	155	120	142	116
Juillet	158	--	156	116	146	115
Août	158	--	160	125	149	120

Le chômage

Le tableau ci-dessous donne le pourcentage des chômeurs sur le nombre des syndiqués :

	Angleterre	Angleterre % des chômeurs secourus	Belgique	Hollande	Danemark	Suède	Norvège	Allemagne	Allemagne chômeurs partiels	Etats- Unis (1)
Juillet 1922	14,6	12,3	5,3	9,5	12,5	18,2	12,5	0,6	0,8	--
Juillet 1923	11,1	11,5	2,2	10,6	7,4	9,1	6,9	3,5	14,5	101
Janvier 1924	8,9	11,9	3,7	22,4	21,0	13,6	9,1	26,5	23,4	98
Mars	7,8	9,9	2,1	11,2	18,4	13,8	7,8	16,6	9,9	99
Mai	6,0	9,5	3,2	8,2	6,1	7,6	6,1	8,6	8,2	93
Juin	7,2	9,4	3,3	7,2	5,1	7,3	4,3	10,5	19,4	90
Juillet	7,4	9,9	3,2	7,9	5,3	6,3	3,2	12,5	28,2	86,5
Août	7,9	10,6	--	--	5,4	--	--	12,4	27,5	--
Septem	8,6	10,8	--	--	--	--	--	--	--	--

(1) Degré d'occupation comparé à 1919 (supposé 100).

En ce qui concerne le nombre total des chômeurs, il n'existe de données sûres que pour l'Angleterre. Le nombre des chômeurs anglais n'a cessé d'augmenter au dernier trimestre. Il est, d'après les statistiques officielles, de 1,2 millions. Mais on peut l'estimer à 13 millions, les chômeurs non secourus n'étant pas compris dans les données officielles.

En Allemagne, le nombre des chômeurs secourus a été, d'après tes données officielles, de 588 000 à la fin septembre. Mais il faut sûrement compter le double pour le nombre total des chômeurs. Le nombre des sans-travail bénéficiant des allocations de chômage a été réduit par des mesures légales et les autorités continuent à le réduire encore.

Aux Etats-Unis, le nombre des chômeurs ne peut être indiqué qu'approximativement. Le degré d'occupation des ouvriers d'usines qui était de 103 au premier semestre 1923, a été de 86,5 en juillet dernier, ce qui équivaut à une diminution de 16%. Sur 20 millions de salariés, cela fait plus de 3 millions de chômeurs. En ajoutant au nombre des chômeurs dans ces trois grands pays industriels celui des autres pays, nous arrivons à un chiffre total de 6 à 7 millions.

La navigation mondiale

La crise de la navigation mondiale a duré jusqu'à la fin juillet. Une des causes principales en était la diminution de l'exportation de la bouille anglaise. La crise agraire obligeant les pays européens à importer des Etats-Unis de grosses quantités de blé, la situation était changée vers la fin août. Tandis qu'auparavant les bateaux voyageant entre les ports européens et américains, rentraient en Europe presque sans chargement, ils sont maintenant dans la plus large mesure utilisés pour le transport du blé américain.

Le malheur de l'Europe frappée par la mauvaise récolte est, pour les Compagnies de navigation, une source de gros profits.

Il va sans dire que les tarifs de transports maritimes augmentent en proportion. Voici, d'après la revue anglaise l'*Economist*, les indices des tarifs :

Mai	1924	132,94
Juin	"	126,37
Juillet	"	120,70
Août	"	121,49
Septembre	"	128,56

L'augmentation des tarifs de transports maritimes contribue naturellement à l'augmentation des prix des produits alimentaires en Europe.

(A suivre)

13. 3 décembre 1924, n°79, pp. 893-894.

L'économie mondiale au troisième trimestre 1924

par E. VARGA (*Suite*)

L'industrie cotonnière

L'état de l'industrie cotonnière mondiale au 31 juillet 1924 est caractérisé par le tableau ci-dessous :

	(1)	(2)	(3)	(4)	
				1 ^{er} semestre 1924	1 ^{er} semestre 1923
Tous les pays du globe	158 047	9 819	10 415	—	—
Europe	100 224	3 952	3 926	—	—
Asie	16 053	2 946	3 027	—	—
Amérique	41 455	2 876	3 406	—	—
Grande-Bretagne	56 750	1 341	1 377	6,40	5,85
Etats-Unis	37 786	2 543	3 069	—	—
Allemagne	9 464	388	388	—	—
France	9 359	520	543	1,23	1,45
Inde	7 928	925	1 140	—	—
Russie (5)	7 246	303	294	—	—
Japon	4 825	1 163	1 174	8,75	9,42
Italie	4 570	486	456	1,21	1,13
Tchécoslovaquie.	3 460	226	191	3,14	6,66
Chine	3 300	858	713	18,99	19,80

(1) Nombre de métiers à tisser, en milliers.

(2) Consommation de coton au dernier trimestre 1923, en 1 000 de balles.

(3) Consommation de coton au premier semestre 1924, jusqu'au 31 juillet, en 1 000 de balles.

(4) Métiers inactifs pendant des semaines de 48 heures.

(5) 2 743 360 fileuses en fonction.

On remarquera la grande disproportion existant en Europe entre le nombre des métiers et la quantité de coton consommé. Tandis que l'industrie cotonnière européenne, avec 100 millions de métiers, n'a consommé que moins de 4 millions de balles de coton, les pays d'Asie, avec 16 millions de métiers, en ont consommé 3 millions de balles environ et l'Amérique, avec 41 millions de métiers, environ autant.

Ces chiffres reflètent d'une façon particulièrement saisissante la crise de l'industrie cotonnière européenne. Par contre, la production cotonnière des pays d'Asie marque des progrès considérables. Le Japon tient la troisième place, l'Inde la quatrième et la Chine (malgré le nombre

relativement restreint de ses métiers) la cinquième parmi les pays travaillant le coton, dont les deux premiers sont les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. L'accroissement de la production en Asie s'explique ainsi : les filatures y travaillent, en deux équipes, 120 heures (en Chine, même 132 heures) la semaine, tandis que les filatures anglaises ne travaillent que 26—30 heures par semaine.

Les Etats-Unis : baisse de la production et excès d'or

La crise économique aux Etats-Unis a cessé en juillet dernier.

Commençons par examiner les indices publiés par le *Federal Reserve Board* et que nous reproduisons ci-dessous, en faisant remarquer que l'indice de 1919 qui sert de base de comparaison est supposé égal à 100 :

	Production dans les principales branches de l'industrie	Degré d'occupation dans l'industrie	Prix de gros
Moyenne 1923	120	101	164
Mars (maximum)	125	103	170
Janvier 1924	120	98	163
Mars 1924	116	99	160
Avril 1924	114	97	158
Mai 1924	103	93	156
Juin 1924	94	90	154
Juillet 1924	94	86,5	156
Août 1924	--	--	158

Nous constatons d'abord que la production a diminué dans une mesure beaucoup plus forte que la moyenne des prix. A une baisse de 24% de la production industrielle au premier semestre de 1924, correspond une diminution de 3% des prix dans la même période. (Dans quelques branches de l'industrie, notamment dans l'industrie métallurgique, la production a baissé de plus de 50%.) Il faut remarquer que la hausse des prix des produits agricoles a certainement contribué à donner une tendance ferme au mouvement des prix. En tout cas, la crise économique aux Etats-Unis ne s'est manifestée ni par une disette de capitaux, ni par l'effondrement d'entreprises. C'est ce qui a donné à penser à des économistes, et à certains camarades, que la baisse de la production aux Etats-Unis ne saurait être qualifiée de crise au sens que donnait Marx à ce mot et qu'il ne s'agissait que d'un arrêt des affaires.

Nous croyons pourtant que ce qui caractérise surtout les crises économiques c'est la baisse de la production. Le capitalisme, grâce à ses puissantes organisations, trusts et cartels, dominant le marché, peut se prémunir contre les conséquences désastreuses des crises en réduisant la production et non les prix.

C'est un procédé dont se servent souvent les capitalistes et dont les ouvriers sont les victimes. La grande richesse du pays, l'abondance de sa réserve d'or ont également contribué à empêcher la baisse des prix et la faillite d'un grand nombre d'entreprises.

La crise, arrêtée en juillet dernier, a fait place à une meilleure conjoncture, due à la bonne

récolte et à la forte hausse des prix des céréales sur le marché mondial.

Voici des données précises sur la récolte de 1924, d'après les statistiques publiées par le Ministère de l'Agriculture :

	Total en million de bushels			
	1924		1923	1922
	1 ^{er} août	1 ^{er} septembre	1 ^{er} octobre	Pour toute l'année
Blé d'hiver	589	589	568	572
Blé de printemps	266	247	217	213
Maïs	2 452	2 518	3 021	3 054
Avoine	1 508	1 486	1 302	1 800
Orge	201	194	199	198
Seigle	66	66	65	63
Lin	29	29	20	17

Les Etats-Unis avaient exporté les dernières années 25% environ de leur récolte de céréales. On peut cette année s'attendre à ce que ce chiffre soit dépassé. Les *farmers* américains verront augmenter considérablement leurs revenus. Ils s'enrichiront aux dépens de l'Europe. Ajoutons que la récolte de coton, dont on exporte la moitié, a été également très bonne et que le prix du coton est élevé. La capacité d'achat des *farmers* s'en est accrue et a ranimé l'industrie.

Le problème de l'accumulation de l'or

L'accumulation de l'or cause les plus graves soucis aux Etats-Unis. Pendant les 7 premiers mois de cette année, l'excédent de l'importation de l'or a été de 241 millions de dollars. Dans la première quinzaine de septembre on n'a pas enregistré — la première fois depuis des années — de nouvelles importations d'or. Mais je crois que c'est un phénomène passager dû à la sortie des capitaux sous forme d'emprunts accordés à des pays étrangers.

La loi américaine permettant l'émission de bank-notes couvertes de 13% d'or, l'accumulation de l'or a fait craindre que le marché financier ne soit inondé de papier-monnaie. Pour parer à ce danger, on a mis en circulation de l'or et des *certificats-or* sont mis en circulation au montant même de l'or déposé aux *Federal Reserve Banks* et considéré comme dépôt, non comme couverture.

Cette opération n'a pas donné de résultats appréciables. Pendant les 4 derniers mois, les dépôts confiés aux *Federal Reserve Banks* ont augmenté de 1 milliard de dollars. Dès janvier 1924, la circulation de bank-notes a diminué de 478 millions de dollars, la circulation totale de 286 millions. Le quart de la monnaie en circulation se compose de monnaies d'or et de certificats-or, couverts à 100%. En raison de l'abondance de l'argent, le taux d'intérêt a dû être réduit à 3%.

La question — très intéressante au point de vue théorique — se pose maintenant : Que vont entreprendre les Etats-Unis pour parer aux fâcheuses conséquences de l'accumulation de l'or, qui peut atteindre un degré tel qu'il n'y aura plus en circulation que de l'or ou des certificats-or ? Deux éventualités se présentent : 1. L'or affluant aux Etats-Unis sera entièrement mis en circulation. Résultats : dépréciation de la monnaie-or obéissant aux mêmes lois que le papier-monnaie, — le total de l'or en circulation ne représentera pas plus de valeur que le montant de l'or suffisant pour régler la

circulation monétaire — et, en conséquence de cette inflation métallique, hausse générale des prix. 2. La frappe de dollars-or cesserait. Dans ce cas la valeur de la monnaie d'or serait supérieure, à poids égal, à celle de l'or en impôts. Dans les deux cas il y aurait perturbation sérieuse de la vie économique.

L'accumulation de l'or aux Etats-Unis n'a pas encore pris des proportions nous autorisant à parler d'une inflation métallique, bien qu'il ne manque pas de gens affirmant le contraire. En tout cas le fait est très grave et il pousse les Etats-Unis à une expansion impérialiste.

Les Etats-Unis ayant une grande surproduction — la production de certains articles importants y dépasse de plus de la moitié la production mondiale — n'arrivent pas à écouler tous leurs produits sur le marché intérieur et sont obligés d'en exporter une grosse part. L'excédent des exportations américaines a été, dans la dernière décade, de 20 milliards de dollars en chiffres ronds. L'importation de l'or reçu en échange des produits exportés sert à équilibrer la balance commerciale. Mais actuellement les Etats-Unis sont arrivés au point où ils doivent chercher des moyens pour parer aux dangers résultant de l'affluence de l'or. Il ne leur reste qu'à placer l'excédent de leurs capitaux dans des entreprises étrangères, s'assurant ainsi une part de la plus-value produite dans ces pays. *Les Etats-Unis ont cessé d'être un pays colonial pour devenir une puissance impérialiste.*

Les Etats-Unis — marché financier

Il y a pour les capitalistes américains deux modes de placement de capitaux à l'étranger. Le premier consiste dans l'achat de titres et actions d'entreprises étrangères. Nous savons, par exemple, que plus de la moitié du capital investi dans les entreprises canadiennes provient des Etats-Unis. L'Amérique du Sud devient de plus en plus l'objet de la pénétration économique des Etats-Unis qui effectuent également des placements en Europe et en Extrême-Orient.

Le second mode de placement consiste à accorder des prêts à des Etats étrangers. Au troisième trimestre 1924, ont emprunté aux Etats-Unis : le Japon, 90 millions de dollars ; la Belgique, 30 millions ; le Canada, 90 millions. Des villes françaises et autres sont également du nombre des emprunteurs.

L'emprunt allemand est une opération de plus grande envergure à classer à part. Disons tout de suite que c'est un prêt usuraire. Le *Reich* n'obtient que 95,7 millions de dollars, mais doit payer 7% d'intérêt pour 110 millions, valeur nominale de l'emprunt, qui sera remboursé avec une prime de 5%. Aussi est-il plus juste de dire que l'Allemagne paiera non 7%, mais plus de 8% d'intérêt, et cela à un pays où le taux d'intérêt officiel n'est que de 3% !

La finance américaine prépare encore d'autres prêts : 150 millions de dollars à la France, des prêts à la Belgique et à des entreprises -privées allemandes.

La lutte des banquiers américains à la Conférence de Londres contre les sanctions françaises en Allemagne ne visait pas qu'à garantir la sécurité des placements américains en Allemagne, mais en premier lieu à protéger la nouvelle colonie américaine contre l'impérialisme français.

Cette politique de placements est loin de résoudre le problème de l'or aux E. U. Elle l'écarte seulement. Car avec le paiement des intérêts des placements à l'étranger, l'or continuera à affluer aux Etats-Unis. Le problème américain montre sous un nouvel aspect les antagonismes insolubles qui minent le capitalisme.

Le problème semble d'autant plus insoluble que les États-Unis, pays de surproduction, ne sauraient transformer, l'or, représentant la valeur des intérêts des placements et profits américains, en achats convenants au marché américain déjà surchargé de produits industriels.

(A suivre)

14.31 décembre 1924, n°84, pp. 955-958.

L'Economie mondiale au III^e trimestre 1924

La crise agraire

par E. VARGA.

Pourquoi la crise agraire n'est pas terminée. — L'avantage de la Russie sur l'Amérique. — Perspectives

La hausse des prix des céréales a-t-elle mis un terme à la crise agraire ou n'est-elle qu'une conséquence de la mauvaise récolte de cette année ?

L'histoire du XIX^e siècle connaît plusieurs grandes crises agraires. Elles ont toujours été provoquées par la baisse des prix des produits agricoles, ces prix ne suffisant plus à couvrir les frais de la production. D'une enquête faite au printemps 1923 par le Ministère de l'Agriculture américain, sur la situation de 68 000 farmers-propriétaires, il ressort .que 4% ont fait faillite, 4,5% ont renoncé à cultiver leurs terres et 15%, complètement ruinés, n'ont évité la faillite que grâce à l'indulgence des créanciers. La même enquête, portant sur la situation d'un nombre égal de fermiers, a établi que 7,2% sont en faillite, 73% ont quitté leurs fermes et 21,3% ne devaient d'y rester qu'à l'indulgence des créanciers.

Les crises agraires sont toujours la conséquence des « ciseaux ». Par « ciseaux » il ne faut pas toujours comprendre la disproportion entre les prix des produits agricoles et des produits industriels. Il y a une autre forme des ciseaux, par exemple la disproportion entre les prix des produits agricoles baissant rapidement et le fermage, les intérêts des dettes hypothécaires etc., demeurés invariables.

Les causes de la grande crise agraire du XIX^e siècle ont été les suivantes :

- 1) Le développement rapide de l'agriculture aux Etats-Unis grâce au rendement supérieur d'un sol récemment défriché et aux frais de production peu élevés.
- 2) L'affluence du blé américain sur les marchés européens grâce au bon marché des transports.

La grande crise agraire s'est terminée pour les raisons suivantes :

- 1) Augmentation des frais de la production rurale aux Etats-Unis.
- 2) Adaptation, en Europe, des prix des terres et des fermages aux prix des céréales.
- 3) Relèvement du rendement du sol en Allemagne, Angleterre, etc. Accroissement de la consommation de produits alimentaires à l'époque de la prospérité capitaliste.

La crise agraire actuelle a des traits analogues à ceux de la crise antérieure. Dans les dernières années la production agraire du Canada a pris un grand essor. La surface ensemencée de blé y a passé de 4 millions d'hectares en 1909 — 1913, à 10 millions en 1921. Les Etats-Unis, auxquels le Canada, pays exportateur produisant à bon marché, fait une grande concurrence, ont aussi vu augmenter rapidement leur production rurale et la surface ensemencée de blé. La Russie comme pays exportateur ne joue presque aucun rôle. Dans les pays consommateurs, la consommation de blé n'a pas augmenté, ce qui nous fait penser que la hausse actuelle des prix de céréales ne signifie pas la fin

de la crise agraire et ne constitue qu'un phénomène passager. Pour le démontrer, nous publions ci-dessous des statistiques sur la production rurale et la consommation mondiale de blé.

Avant la guerre, les pays suivants étaient considérés comme exportateurs de céréales panifiables: Etats-Unis, Canada, Argentine, Indes britanniques, Australie, Russie, Roumanie, Bulgarie, Serbie et Hongrie.

L'Europe centrale et occidentale constituait leur marché principal.

Depuis la guerre la Russie a temporairement cessé de figurer parmi les pays exportateurs. Les pays importateurs sont restés les mêmes, à moins que l'on n'y ajoute encore la Chine et le Japon qui, depuis quelques années, reçoivent une faible quantité de blé des Etats-Unis et du Canada.

Nous faisons remarquer que les données reproduites par nous, sont empruntées aux publications de l'Institut International d'Agriculture de Rome. Ces chiffres sont loin d'être précis. Nous les avons arrondis. A cause des modifications territoriales survenues après la guerre, il est difficile de faire des comparaisons précises entre les périodes d'avant et d'après guerre. Les données relatives à la Russie d'avant-guerre et à l'Union Soviétiste sont éliminées ou figurent comme chiffres se rapportant à ces territoires pris comme unité.

En vue de faciliter la compréhension de ces statistiques, nous avons divisé les principaux pays exportateurs et importateurs en deux blocs : bloc des pays exportateurs : Etats-Unis, Canada, Indes britanniques, Argentine, Australie ; bloc des pays importateurs : Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie.

Tableau I.

Prix du blé par quintal en francs-or.

Mouvement des prix dans les pays exportateurs								
	Moyenne 1913	Août 1921	Août 1922	Août 1923	Juillet 1924	Août 1924	Septembre 1924	Octobre 1924
<i>Canada :</i>								
Winnipeg (Manitoba 1)	16,8	31	24,0	19,9	23,0	28,3	25,8	29,9
<i>Etats-Unis:</i>								
Chicago (Winter 1)	17,2	23	21,3	18,7	22,4	25,4	23,9	27,8
Minneapolis (Northern 1)	16,9	28	24,8	21,3	23,8	26,1	24,1	27,2
New York (Winter 2).	18,5	27	24,7	21,4	25,0	27,5.	26,4	30,8
<i>Indes:</i>								
Karakhi	17,3	—	24,1	18,2	21,4	27,0	25,6	27,8
<i>Argentine :</i>								
Buenos Aires (Barletta).	19,0	30	23,4	19,2	22,9	27,8	27,1	29,6
Prix du blé importé à Londres :								
	Moyenne 1913	Août 1921	Août 1922	Août 1923	Juillet 1924	Août 1924	Septembre 1924	Octobre 1924
Manitoba 1	20,9		29,5	23,2	26,3	31,7	30,3	34,5
Winter 2	20,7	—	26,2	21,5	25,4	28,8	27,3	32,1
Plata	20,6	—	27,1	21,9	24,5	28,8	28,7	32,9
Karakhi	20,9	—	—	22,2	25,3	28,8	29,1	32,9

Prix du blé Indigène en...								
	Moyenne 1913	Août 1921	Août 1922	Août 1923	Juillet 1924	Août 1924	Septembre 1924	Octobre 1924
Allemagne, Berlin	24,6	14	21,1	22,2	17,4	23,3	26,7	30,4
Belgique, Anvers	19,9	34	27,9	22,2	—	—	27,1	30,4
France, Paris	27,3	40	31,3	25,6	—	—	30,1	31,5
Angleterre, Londres	19,9	—	27,8	28,6	26,7	—	*7.6	28,6
Italie, Milan	28,1	26	29,1	20,6	23,4	25,3	27.2	31,9
Hollande, Rotterdam	20,6	—	28,3	29,0	—	—	—	34,1

Il ressort de ce tableau que l'augmentation des prix de céréales jusqu'en juin 1924 a été inférieure à celle des prix de gros pour toutes les marchandises. Les prix actuels de céréales sont de 30 à 40% supérieurs à ceux de 1923.

Tableau II
Surfaceensemencée de blé et de seigle (en millions d'hectares).

	1909 1913	1914 1919	1919 1923	1919	1920	1921	1922	1923	1924
Pays importateurs d'Europe	32,5	29,2	27,7	27,9	27,6	28,5	27,1	27,4	26,7
Pays exportateurs d'Europe (sans la Russie)	8,4	8,4	6,6	5,7	5,7	6,3	7,4	7,8	7,8
Total (sans la Russie)	40,9	27,6	34,3	33,6	33,3	34,8	34,5	35,2	35,7
Le grand bloc des pays importateurs d'Europe occidentale	21,9	19,5	17,6	16,9	17,5	18,0	17,5		
Le grand bloc des pays exportateurs (sans la Russie)									
Etats-Unis	20,0	23,5	27,9	32,7	26,5	27,6	27,3	25,7	
Canada	4,0	6,0	8,9	8,0	7,7	10,1	9,2	9,8	9,6
Indes britanniques	11,8	12,9	11,2	9,6	12,1	10,4	11,4	12,5	12,«
Argentine	6,5	6,8	6,6	7,1	6,2	6,0	6,6	7,1	7,2
Australie	3,1	4,2	3,6	2,6	3,7	3,9	4,0	3,8	4,0
Total	45,4	53,4	58,2	60,0	56,2	58,0	56,5	58,9	56,9
Russie	(61,4)								

La surfaceensemencée en Europe a diminué de plus d'un sixième jusqu'à 1920; cette année

elle recommence à augmenter. Par contre, la surface ensemencée du bloc des pays exportateurs a augmenté d'un tiers de 1914 à 1919 et n'a depuis diminué que de 8%.

La surface ensemencée en Europe et dans les pays constituant le grand bloc exportateur, a été en 1924 de 92.6 millions d'hectares contre 86.3 millions dans la période d'avant-guerre.

Nous donnons ci-après les chiffres relatifs aux récoltes dans la même période. Les chiffres pour 1924 n'ont pu être additionnés, vu que les données sur l'Argentine et l'Australie ne sont pas encore connues. Certains chiffres pour 1924 sont approximatifs.

Tableau III.

Récolte de blé et de seigle (en millions de quintaux).

	1909 1913	1914 1919	1919 1923	1919	1920	1921	1922	1923	1924
Pays importateurs Europe	449,9	350,3	344,6	321,9	305,6	304,1	320,1	381,2	333,5
Pays exportateurs d'Europe (sans la Russie)	102,3	78,5	63,2	48,5	52,7	63,7	65,0	75,9	78,4
Total (sans la Russie)	552,2	428,8	407,8	370,4	358,3	457,8	385,1	467,1	411,9
Le grand bloc des pays importateurs d'Europe occidentale									
Allemagne	154,5	118,6	83,7	81,8	71,8	97,3	81,9	95,8	85,2
Belgique	9,9	4,4	7,9	6,5	7,4	9,3	7,6	8,9	8,4
France	98,9	66,6	78,3	58,6	73,3	99,3	76,0	84,3	86,9
Grande-Bretagne	16,2	19,2	17,7	18,8	15,5	20,1	17,8	16,1	14,5
Italie	51,3	47,0	49,8	47,4	39,7	53,9	45,4	62,8	49,6
Total	330,8	255,8	247,4	213,2	207,7	279,9	218,7	267,0	
Le grand bloc des pays exportateurs (sans la Russie)									
Etats-Unis	195,8	239,0	258,7	276,6	242,1	237,5	257,3	229,9	245,1
Canada	54,1	68,5	93,8	55,2	74,5	87,3	117,0	134,9	82,7
Indes britanniques	95,8	96,1	89,6	76,2	102,8	68,1	99,7	101,4	99,1
Argentine	40,6	44 ;5	54,9	59,2	42,7	52,3	51,9	68,3	--
Australie	24,6	29,8	30,1	12,5	39,7	25,1	29,2	34,2	--
Total	410,9	477,9	527,1	479,7	501,8	480,3	555,1	568,7	--

Il ressort de ce tableau que la production de céréales panifiables en Europe (sans la Russie) a diminué dans une mesure plus forte que la surface ensemencée. Par contre, la production rurale a considérablement augmenté dans le grand bloc des pays exportateurs. Ainsi, la récolte en 1923 dans

l'ensemble des pays d'Europe et des pays exportateurs a été supérieure à celle d'avant-guerre.

Moyenne de la récolte de 1909 à 1913 963 millions de quintaux

Moyenne de la récolte de 1919 à 1923 935 millions de quintaux

Moyenne de la récolte de 1923 1036 millions de quintaux

La récolte en 1924 a été dans l'hémisphère nord de 637 millions de qu. contre 719 millions en 1923. Elle correspond à peu près à la *moyenne* de la récolte dans les dernières cinq années que l'Institut d'Agriculture de Rome évalue à 623 millions de qu.

Tableau IV.

Importation et exportation de blé, farine de blé, seigle et farine de seigle

(en millions de qu.)

	1909 - 10 1913 - 14	1914 - 18	1919 - 20 1923 - 24	1919 - 20	1920 - 21	1921 - 22	1922 - 23	1923 - 24
Importation des pays importateurs d'Europe	144,6	113,7	159,3	154,4	164,3	148,0	165,0	164,8
Importation du grand bloc des pays importateurs d'Europe occidentale								
Allemagne	12,2	0,8	17,2	10,3	22,2	20,6	21,0	12,0
Belgique	14,9	6,5	10,3	9,4	9,0	11,1	10,9	11,4
France	12,8	21,3	15,5	25,6	21,0	4,4	12,8	14,9
Grande-Bretagne.	58,3	54,1	56,6	56,8	53,3	55,5	55,6	62,4
Italie	14,7	8,7	26,0	21,9	28,1	27,4	31,6	21,2
Total :	112,9	91,4	125,6	124,0	133,6	119,0	131,9	121,9
a) Exportation des pays exportateurs d'Europe (sans la R u s s i e)	31,8	3,3	?	0,6	3,1	4,9	2,2	?
Exportations du grand bloc des pays exportateurs								
Etat- Unis	27,8	57,8	66,2	63,3	94,5	74,1	63,7	35,7
Canada	25,5	41,5	58,7	25,1	45,4	50,6	77,3	95,0
Indes britanniques	13,5	8,9	4,6	0,8	3,9	4,9	7,8	5,5
Argentine	25,8	20,6	41,2	33,6	53,9	32,1	38,2	47,5
Australie	13,3	11,3	24,4	29,5	16,6	30,6	13,0	2,4
Total	105,9	140,1	195,1	152,3	214,3	192,3	200,0	206,1
Total des exportations des groupes a) et b)	137,7	143,4	—	152,9	217,4	197,2	—	—
(Russie)	(49,4)	—	—	—	—	—	—	3,0

Le tableau IV donne des chiffres sur les importations et les exportations de blé, farine de blé, seigle et farine de seigle exprimés en unités de seigle. Il en ressort que les importations des pays

d'Europe n'ont augmenté que très peu contre celles de la période d'avant-guerre.

Nous donnons dans le tableau V les chiffres relatifs à la consommation de céréales panifiables en Europe et dans le grand bloc des pays exportateurs sans la Russie. Nous avons obtenu ces chiffres en additionnant les chiffres de la récolte et des importations de céréales dans les pays importateurs et en déduisant de la récolte les exportations dans les pays exportateurs.

Les chiffres sont calculés pour chaque année économique du premier juillet à fin juin, méthode grossière qui ne tient pas compte des excédents des années précédents, des quantités réservées à l'ensemencement et de celles destinées à nourrir le bétail.

[Nous décomposons le tableau V de Varga en deux parties : 1) les populations, 2) la consommation de céréales panifiables. Quelques éléments semblent erronés, comme la population Russe...]

Tableau V [1^{ère} partie]

Nombre d'habitants, en millions

	1911	1921
Pays importateurs d'Europe	278,3	271,8
Block de pays importateurs d'Europe occidentale:		
Allemagne	64,9	59,9
Belgique	7,4	7,5
France	39,6	39,2
Grande-Bretagne	45,1	47,4
Italie	34,7	38,8
Total	191,8	192,8
(Russie)	40,5 [?]	42,2 [?]
Pays exportateurs d'Europe		
Le grand bloc des pays exportateurs :		
Etats-Unis	92,0	105,7
Canada	7,2	8,8
Indes britanniques	315,1	318,9
Argentine	7,5	8,7
Australie	4,5	5,4

Tableau V [2^{ème} partie]**Consommation totale de céréales panifiables en millions de quintaux**

	1909 - 10 1913 - 14	1914 - 18	1919 - 20 1923 - 24	1919 - 20	1920 - 21	1921 - 22	1922 - 23	1923 - 24
Pays importateurs d'Europe	594,5	464,0	503,9	476,3	469,9	542,1	485,1	546,0
Block de pays importateurs d'Europe occidentale:								
Allemagne	166,7	119,4	100,9	92,1	94,0	117,9	92,9	107,8
Belgique	24,8	10,9	18,2	15,9	16,4	20,4	18,5	20,3
France	111,7	87,9	93,8	84,2	94,3	103,7	88,8	99,2
Grande-Bretagne	74,5	73,3	74,3	75,7	68,8	75,6	73,4	78,5
Italie	66,0	56,7	75,8	69,3	76,8	81,3	77,0	84,0
Total	443,7	347,2	363,6	337,2	341,3	398,9	350,6	389,8
(Russie)	70,5	75,2	?	47,9	49,6	58,8	?	?
Pays exportateurs d'Europe								
Le grand bloc des pays exportateurs :								
Etats-Unis	168,0	181,2	192,5	213,3	147,6	163,4	193,6	194,2
Canada	28,6	26,0	35,1	30,1	29,1	36,7	39,7	39,9
Indes britanniques	82,3	87,2	85,0	75,4	98,9	63,2	91,9	95,9
Argentine	14,8	13,9	13,7	25,6	- 11,2	20,2	13,7	20,8
Australie	11,3	18,5	5,7	- 17,0	23,1	4,5	5,8	11,8
(Russie)	(406,6)							

De ce tableau il ressort que : la consommation des pays importateurs d'Europe est d'environ 10% inférieure à celle des 5 dernières années d'avant-guerre, bien que le nombre des habitants n'ait diminué que de 2,5% par rapport à la période d'avant-guerre. La consommation a surtout baissé dans le grand bloc des pays importateurs (Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie), pays où la crise de l'économie capitaliste se manifeste de la façon la plus forte. Dans ces pays, la consommation a baissé d'environ 13%. La consommation du grand bloc exportateur a augmenté proportionnellement à l'augmentation du nombre des habitants.

On peut tirer des chiffres donnés dans les cinq tableaux, précédents, les conclusions suivantes:

1) Par suite de la diminution de la capacité d'achat des pays industriels d'Europe, il y a, en dépit de la diminution de surface ensemencée aux Etats-Unis, sur le marché mondial, surproduction

de céréales.

2) La récolte déficitaire de cette année ne justifie pas l'énorme hausse des prix des céréales.

3) La hausse des prix des céréales aura pour conséquence l'augmentation de la surface ensemencée en automne 1924. Aux États-Unis, cette augmentation est déjà évaluée à 7,5%.

4) Il est à peu près certain, que la Russie réapparaîtra l'année prochaine en qualité de grand exportateur de blé sur le marché mondial.

5) On peut donc prédire avec une quasi-certitude que le niveau actuel des prix ne pourra pas être maintenu. Au contraire, il faut compter dans les années qui vont suivre avec une forte surproduction et une baisse considérable des prix, en conséquence de la réapparition de la Russie sur le marché mondial. La crise agraire n'est pas surmontée. Elle n'est que temporairement interrompue.

Il faut compter avec une grande concurrence sur le marché mondial entre la Russie et les pays exportateurs d'Amérique¹².

Dans cette lutte, c'est la Russie qui l'emportera, précisément en raison de ses méthodes arriérées de production. Les exportations de blé de la Russie se composent des excédents de la récolte de plus de 20 millions de paysans indépendants produisant surtout pour leurs propres besoins et dont les intérêts ne sont pas mis en jeu par l'augmentation ou la diminution des prix du marché mondial. Par contre, les producteurs ruraux américains seraient directement touchés par une baisse éventuelle des prix mondiaux qui pourrait les acculer à la faillite. C'est pourquoi nous sommes d'avis que la Russie arriérée battra les pays capitalistes comme ça a déjà été le cas l'année dernière avec le seigle.

Au point de vue social, les petits cultivateurs, produisant pour leurs propres besoins, ne se ressentiront pas des effets de la baisse des prix qui leur sera même avantageuse s'ils sont obligés à faire des achats de blé. Les paysans moyens et riches et les grands propriétaires seront par contre directement touchés par une baisse éventuelle des prix de céréales.

¹² « La réapparition de la Russie, à laquelle reviennent de plus en plus les forces économiques, attendue avec le plus grand espoir par le consommateur européen, inspire la plus grande crainte aux *farmers* américains ». E. G. Nourse: *L'agriculture américaine et le marché européen*, p. 201. Edition de l'Institut Carnegie.